

Sénat de Belgique

Session ordinaire 2012-2013



5-219COM

**Commission des Finances et des
Affaires économiques**

Mardi 30 avril 2013

Séance du matin

Annales

Handelingen

**Commissie voor de Financiën
en voor de Economische
Aangelegenheden**

Dinsdag 30 april 2013

Ochtendvergadering

5-219COM

Gewone Zitting 2012-2013

Belgische Senaat

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
cdH	centre démocrate Humaniste
Ecolo	Écologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Open Vld	Open Vlaamse liberalen en democraten
PS	Parti Socialiste
sp.a	socialistische partij anders
VB	Vlaams Belang

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire	Inhoudsopgave
Demande d'explications de M. Bert Anciaux au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «l'ingénierie fiscale des multinationales» (n° 5-3118).....4	Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «de fiscale manoeuvres van multinationals» (nr. 5-3118).....4
Demande d'explications de Mme Lieve Maes au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «le questionnaire MiFID» (n° 5-3140)6	Vraag om uitleg van mevrouw Lieve Maes aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «de MiFID-vragenlijst» (nr. 5-3140)6
Demande d'explications de Mme Lieve Maes au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique sur «la diversité d'approche des profils d'investisseur MiFID par le monde bancaire» (n° 5-3365)6	Vraag om uitleg van mevrouw Lieve Maes aan de minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken over «de verschillende aanpak van de MiFID-beleggersprofielen door de banken» (nr. 5-3365)6
Demande d'explications de M. Yoeri Vastersavendts au ministre des Entreprises publiques et de la Coopération au développement, chargé des Grandes Villes sur «les relations entre Belfius et Arco» (n° 5-3131)9	Vraag om uitleg van de heer Yoeri Vastersavendts aan de minister van Overheidsbedrijven en Ontwikkelingssamenwerking, belast met Grote Steden over «de relatie tussen Belfius en Arco» (nr. 5-3131)9
Demande d'explications de Mme Mieke Vogels au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «la déduction fiscale du bonus logement» (n° 5-3132)10	Vraag om uitleg van mevrouw Mieke Vogels aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «de belastingaftrek van de woonbonus» (nr. 5-3132)10
Demande d'explications de Mme Lieve Maes au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «l'arrêt du projet STIMER» (n° 5-3177).....11	Vraag om uitleg van mevrouw Lieve Maes aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «de stopzetting van het STIMER-project» (nr. 5-3177)11
Demande d'explications de Mme Martine Taelman au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable et au secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale sur «l'effet rétroactif de la circulaire sur les dispositions anti-abus» (n° 5-3182)13	Vraag om uitleg van mevrouw Martine Taelman aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling en aan de staatssecretaris voor de Bestrijding van de sociale en de fiscale fraude over «de terugwerkende kracht van de circulaire over de antimisbruikbepalingen» (nr. 5-3182)13
Demande d'explications de M. Bert Anciaux au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique sur «les critiques d'économistes et de banquiers à propos de la sévérité de la norme européenne de déficit budgétaire» (n° 5-3280).....15	Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken over «de kritiek van economen en bankiers op de te strenge EU-norm voor het begrotingstekort» (nr. 5-3280)15
Demande d'explications de M. Bert Anciaux au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique sur «le contrôle de l'appellation d'origine et des produits provenant des implantations dans les territoires palestiniens occupés» (n° 5-3335).....18	Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken over «de controle op de oorsprongsbenaming en op de goederen uit nederzettingen in de bezette Palestijnse gebieden» (nr. 5-3335).....18
Demande d'explications de M. Bert Anciaux au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique sur «la concertation avec le ministre-président flamand au sujet des coûts salariaux et énergétiques des entreprises» (n° 5-3444)20	Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken over «het geplande overleg met de Vlaamse minister-president over de loon- en energiekosten voor het bedrijfsleven» (nr. 5-3444).....20
Demande d'explications de M. André du Bus de Warnaffe au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique sur «la désignation de fonctionnaires pour assurer des plaidoiries» (n° 5-3363).....22	Vraag om uitleg van de heer André du Bus de Warnaffe aan de minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken over «het aanstellen van ambtenaren voor het voeren van pleidooien» (nr. 5-3363)22
Requalification en question écrite avec remise de la réponse23	Herkwalificatie als schriftelijke vraag met overhandiging van het antwoord.....23

Présidence de M. Ludo Sannen*(La séance est ouverte à 10 h.)***Demande d'explications de M. Bert Anciaux au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «l'ingénierie fiscale des multinationales» (n° 5-3118)**

M. Bert Anciaux (sp.a). – Les 25 plus grandes multinationales de notre pays paient ensemble environ 0,7% d'impôts sur un bénéfice global de 25 milliards d'euros. Ce n'est d'ailleurs pas différent dans d'autres pays. En utilisant le chantage et en échafaudant une stratégie de répartition et de domination, les multinationales s'arrangent pour ne rien devoir payer nulle part. Elles s'organisent de manière telle que leurs entités s'insèrent parfaitement dans les niches fiscales de ces différents pays. Leur puissance et leur taille leur permettent aussi d'imposer, si nécessaire, des lois et des règlements qui leur sont favorables. Résultat, nulle part elles ne sont mises à contribution. Si leurs bénéficiaires sont privatisés, c'est toujours la collectivité qui supporte leurs pertes et leurs excès. La fermeture d'ArcelorMittal en constitue l'exemple le plus récent.

Au cours des dernières décennies, cette situation fut acceptée de manière tacite. Hormis quelques protestations des opposants à la globalisation, nul ne songeait à s'en préoccuper. Le marché libre était roi ! C'était la fin des idéologies et la faillite de la primauté du politique.

Depuis un an ou deux, nous assistons à un revirement de situation. De plus en plus de voix dissidentes critiquent l'hégémonie néolibérale. Même le FMI, le héraut du marché libre a revu sa position et publie des prises de position sur l'utilité des impôts pour stimuler la croissance économique et l'égalité sociale. Des économistes mondialement célèbres plaident en faveur d'un capitalisme plus éthique. Plus récemment, l'OCDE critiquait, dans un rapport, les manœuvres fiscales des multinationales et proposait de lancer un plan d'action global ambitieux pour l'été 2014.

La porte est donc plus qu'entrouverte et il est grand temps que le politique joue à nouveau son rôle. Bien entendu, la Belgique est trop petite pour, à elle seule, relever le défi mais rien ne nous empêche d'en débattre à l'échelon européen.

Que pense le ministre du rapport de l'OCDE ? Y fera-t-il écho et soutiendra-t-il l'appel à un plan d'action global ambitieux pour 2014 ? Le ministre est-il d'accord sur le fait que le climat actuel permet d'intervenir enfin ? A-t-il déjà pris contact à cet effet avec ses collègues européens ? Est-il disposé à en débattre et à lancer ce plan, même si la déduction des intérêts notionnels s'en trouve mise en péril ? Le ministre partage-t-il mon opinion selon laquelle la déduction des intérêts notionnels est un système pervers à l'origine d'un régime fiscal inéquitable ? Le ministre partage-t-il mon idée qu'il faut balayer devant sa porte et évaluer en profondeur, revoir et surtout améliorer la législation sur les intérêts notionnels ?

Voorzitter: de heer Ludo Sannen*(De vergadering wordt geopend om 10 uur.)***Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «de fiscale manoeuvres van multinationals» (nr. 5-3118)**

De heer Bert Anciaux (sp.a). – De 25 grootste multinationals in ons land betalen samen ongeveer 0,7% belastingen op een totale winst van 25 miljard euro. Dat is overigens niet anders in andere landen. Door middel van chantage en een verdeel-en-heersstrategie zorgen de multinationals ervoor dat ze nergens een cent hoeven te betalen. Ze organiseren zich zo dat hun entiteiten netjes in de fiscale niches van die verschillende landen passen. Ze zijn ook groot en sterk genoeg om gunstige wetten en regels af te dwingen indien nodig. Het resultaat is dat ze nergens nog een redelijke bijdrage moeten betalen. Zodoende worden hun winsten volledig geprivatiseerd, maar komen hun verliezen en uitwassen steeds op de kap van de samenleving terecht. De sluiting van ArcelorMittal mag daarvan als meest recente voorbeeld gelden.

De afgelopen decennia werd die situatie stilzwijgend aanvaard. Afgezien van wat protest uit de antiglobalistische hoek, leek niemand erom te malen. Regulering had afgedaan, de vrije markt voorziet wel wat moet! Het was het einde der ideologieën en het failliet van het primaat van de politiek.

Sinds een jaar of twee zien we een kentering. Steeds meer komen er dissidente geluiden tegen de neoliberale hegemonie, vaak uit onverwachte hoek. Zo heeft het IMF, de heraut van de vrije markt, zijn mening bijgesteld en produceert het nu positiepapers over het belang van belastingen en hoe die de economische groei en de sociale gelijkheid kunnen stimuleren. 's Werelds voornaamste economen zoals Joseph Stiglitz, Paul Krugman en Raghuram Rajan zijn ongemeen kritisch voor het huidige systeem en pleiten ongegeneerd voor een meer ethisch kapitalisme. En dan was er meer recent het rapport van de OESO dat de fiscale manoeuvres van de multinationals hekelde. De OESO stelt voor om een 'ambitieuze globaal actieplan' op te stellen tegen de zomer van 2014.

De deur staat dus meer dan op een kier, het is hoog tijd dat de politiek terug haar rol opneemt. Uiteraard lijkt België te klein om de handschoen alleen op te nemen, maar niets belet ons land om het nieuwe project op Europees niveau aan te kaarten.

Hoe beoordeelt de minister het rapport van de OESO? Zal hij hier gehoor aan geven en de oproep om tot een ambitieuze globaal actieplan tegen 2014 te komen, ondersteunen en actief uitdragen? Gaat de minister ermee akkoord dat het huidige klimaat mogelijkheden schept om eindelijk in te grijpen? Heeft de minister daaromtrent reeds contacten met zijn Europese collega's? Is hij bereid om de discussie aan te kaarten en ze op gang te trekken, zelfs indien daardoor de notionele interestaf trek op de helling komt te staan? Deelt de minister mijn opvattingen dat systemen zoals de notionele interestaf trek, de scheeftrekking en een onbillijk

M. Koen Geens, ministre des Finances, chargé de la Fonction publique. – *Je voudrais une fois de plus m'excuser pour l'attitude peu loyale que j'ai eue jusqu'ici envers la commission. C'est néanmoins pour moi un plaisir de pouvoir répondre aujourd'hui aux questions.*

Le rapport de l'OCDE appelle à une intensification de la coopération internationale en matière d'impôt des sociétés, afin de lutter contre l'érosion de la base d'imposition. Le député Van der Maelen a fait rapport à ce sujet au Conseil de l'Europe, avec l'aide du SPF Finances.

J'estime que, compte tenu du contexte international, nous devons faire en sorte qu'il n'y ait pas de double imposition. Parallèlement, il nous faut répartir équitablement les revenus imposables entre les États où les entreprises exercent leurs activités.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que la Belgique défend le projet européen d'une base d'imposition commune pour les entreprises et qu'elle continue à soutenir tout projet de nature à améliorer la situation actuelle. Les États membres recherchent un accord sur ce que doit être précisément la base de l'impôt des sociétés dans l'ensemble de l'Union. Chaque État membre pourrait encore en déterminer le taux.

Les différents volets du plan d'action de l'OCDE sont actuellement examinés par mon administration en vue de les concrétiser.

Par ailleurs, l'autonomie fiscale de chaque pays doit être respectée et il est vrai qu'il existe une forme de concurrence fiscale internationale. Nous devons donc espérer pouvoir arriver, dans le cadre européen et plus largement au sein de l'OCDE, à une harmonisation de la politique économique et fiscale des différents États membres. La déduction des intérêts notionnels est une mesure fiscale qui avait été instaurée par les gouvernements précédents dans le but de stimuler l'autofinancement des entreprises. Ce système, entre-temps adapté et devenu moins avantageux pour les grandes entreprises, a démontré ses effets positifs pendant la crise économique. Au cours des derniers contrôles budgétaires, le gouvernement a réexaminé et remanié le système sans mettre en péril son objectif économique.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Il est important que le plan d'action soit examiné plus avant.*

Il est vrai que tant que nous continuerons à accepter la concurrence fiscale internationale et à nous y livrer, il sera difficile de nous attaquer aux injustices. Je comprends que l'Europe ne soit pas une île mais j'espère que nous oserons nous orienter vers une plus grande harmonisation du système au sein de l'Europe.

belastingregime mee veroorzaken? Begrijpt de minister mijn standpunt dat men ook in eigen boezem moet kijken en de hele regelgeving rond de notionele intrestaftrek grondig moet evalueren, herzien en vooral verbeteren?

De heer Koen Geens, minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken. – Nogmaals wil ik mijn excuses aanbieden voor mijn tot nog toe weinig loyale houding tegenover de commissie. Ik zou daar redenen voor kunnen geven, maar dat zal ik niet doen. Ik zal in elk geval proberen mijn leven te beteren ... Het is me in elk geval een genoegen vandaag op de vragen te mogen antwoorden.

Het OESO-rapport roept op tot een intensivering van de internationale samenwerking betreffende de vennootschapsbelasting, om te vechten tegen de erosie van de belastinggrondslag. Onder andere volksvertegenwoordiger Van der Maelen van de sp.a rapporteert daarover in de Raad van Europa met de hulp van het ministerie van Financiën.

Ik ben van mening dat er, in het bijzonder in de internationale context, moet voor worden gezorgd dat een dubbele belasting wordt voorkomen. Tegelijkertijd dient een eerlijke verdeling van de belastbare inkomsten te worden georganiseerd tussen de staten waar de bedrijven actief zijn.

Het is overigens in die geest dat België het Europese project van een gemeenschappelijke belastingbasis voor bedrijven – Common Consolidated Corporate Tax Base, CCCTB – verdedigt en elk project, dat de huidige situatie kan verbeteren, blijft steunen. De lidstaten proberen daarbij een akkoord te vinden over wat precies de grondslag moet zijn van de vennootschapsbelasting in heel de Unie. Elke lidstaat zou dan zelf nog het tarief kunnen vaststellen.

Momenteel worden de verschillende onderdelen van het voornoemde actieplan van de OESO bestudeerd door mijn administratie, met het oog op een constructieve invulling ervan.

Daarnaast moet gezegd dat de fiscale autonomie van elk land gerespecteerd moet worden, en dat er zoiets bestaat als de internationale taksconcurrentie. We moeten dus hopen dat we via Europa en in het breder kader van de OESO kunnen komen tot het op elkaar afstemmen van het economisch en fiscaal beleid van de diverse lidstaten. De aftrek voor risicokapitaal, de zogenaamde notionele intrest, is een fiscale maatregel die door vorige regeringen is ingevoerd met als economisch doel de zelffinanciering van ondernemingen te stimuleren. Tijdens de financiële crisis heeft die maatregel, die intussen herhaaldelijk is bijgestuurd en voor grote ondernemingen iets minder voordelig is geworden, zijn positieve impact aangetoond. Tijdens de laatste begrotingscontroles heeft de regering het stelsel opnieuw grondig geanalyseerd en bijgestuurd, zonder het economische doel ervan in gevaar te brengen.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Het is belangrijk dat het actieplan verder bestudeerd wordt.

Het klopt dat zolang we de internationale belastingconcurrentie blijven aanvaarden en daarin meespelen, het bijzonder moeilijk is om de strijd tegen onrechtvaardigheden aan te binden. Ik besef dat Europa geen eiland in de wereld is, maar ik hoop dat we minstens binnen Europa naar een meer geharmoniseerd systeem durven te

L'un des principes constitutifs de l'Europe est l'élimination de toute concurrence économique inéquitable, sous le couvert d'un marché unifié sans restrictions. Le principe de la concurrence fiscale internationale pourrait dès lors être examiné dans cette optique.

Autrefois, la libéralisation du marché de l'énergie me posait problème car j'imaginai qu'elle n'aurait que des conséquences négatives. Je vois à présent que le ministre Vande Lanotte peut faire baisser les prix en laissant jouer la concurrence sur le marché libre. Peut-être que si les restrictions disparaissent, la philosophie du marché libre diminuera la concurrence fiscale à l'avenir. Même si c'est un espoir vain, il faut y croire. Je me réjouis que le ministre soit prêt à lutter pour cela et que son administration examine sérieusement les possibilités.

Demande d'explications de Mme Lieve Maes au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «le questionnaire MiFID» (n° 5-3140)

Demande d'explications de Mme Lieve Maes au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique sur «la diversité d'approche des profils d'investisseur MiFID par le monde bancaire» (n° 5-3365)

M. le président. – Je vous propose de joindre ces demandes d'explications. (*Assentiment*)

Mme Lieve Maes (N-VA). – *Ma première question porte sur le questionnaire MiFID.*

De la réponse de M. Reynders, ministre des Finances de l'époque à une question parlementaire posée en 2008 par le député François-Xavier de Donnea, il ressort que le fisc peut, dans le cadre de la perception de l'impôt, demander à consulter le questionnaire que les banques doivent présenter à leurs clients en exécution de la directive MiFID. En d'autres termes, le fisc peut exiger que lui soient fournies des informations sur l'étendue du patrimoine de ces clients.

Étant donné que la directive MiFID est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2007 et que le secret bancaire fiscal en matière d'impôt sur le revenu a été assoupli, je souhaiterais savoir :

Combien de fois les fonctionnaires chargés de la perception des impôts sur le revenu et de la TVA ont-ils fait usage de leur possibilité de réclamer le questionnaire MiFID complété par le client ?

Les bénéficiaires des droits de succession peuvent-ils, dans le cadre d'une enquête bancaire, exiger le questionnaire MiFID complété par le client ?

S'agit-il d'une procédure systématique dans le cadre d'une enquête bancaire ? Dans l'affirmative, combien de fois les

gaan.

Een van de principes waarop Europa is gebouwd, is het afbouwen van elke onrechtmatige economische concurrentie, onder het heilige motto van een eengemaakte markt zonder restricties. Het principe van de internationale belastingconcurrentie zou dan ook eens vanuit die filosofie kunnen worden bekeken.

Vroeger had ik problemen met het vrijmaken van de energiemarkt omdat ik dacht dat er enkel negatieve gevolgen zouden zijn. Ik zie dat minister Vande Lanotte nu door de concurrentie te laten spelen op de vrije markt, ook de prijzen kan doen dalen. Misschien kan de vrijemarktgedachte, als de restricties wegvallen, in de toekomst leiden tot minder belastingconcurrentie. Het is misschien een ijdele hoop, maar het is de moeite waard om erin te geloven. Ik ben blij dat de minister daar mee wil voor vechten en dat zijn administratie de mogelijkheden ernstig onderzoekt.

Vraag om uitleg van mevrouw Lieve Maes aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «de MiFID-vragenlijst» (nr. 5-3140)

Vraag om uitleg van mevrouw Lieve Maes aan de minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken over «de verschillende aanpak van de MiFID-beleggersprofielen door de banken» (nr. 5-3365)

De voorzitter. – Ik stel voor deze vragen om uitleg samen te voegen. (*Instemming*)

Mevrouw Lieve Maes (N-VA). – Mijn eerste vraag gaat over de MiFID-vragenlijst.

Uit het antwoord van de toenmalige minister van Financiën, Didier Reynders, op een parlementaire vraag van 2008 van Kamerlid François-Xavier de Donnea, blijkt dat de fiscus in het kader van de invordering bij de bankinstellingen inzage kan vorderen van de vragenlijst die ze ter uitvoering van de MiFID-richtlijn aan hun cliënten moeten voorleggen. Met andere woorden, de fiscus kan vorderen dat hem inlichtingen worden verstrekt met betrekking tot de omvang van het vermogen van deze cliënten.

Aangezien de MiFID-richtlijn op 1 november 2007 van kracht werd en het fiscale bankgeheim in de inkomstenbelastingen werd versoepeld, had ik graag het volgende vernomen.

Hoeveel keer hebben de ambtenaren belast met de invordering van de inkomstenbelastingen en de btw, gebruik gemaakt van de mogelijkheid de door de cliënt beantwoorde MiFID-vragenlijst op te vragen?

Kunnen de ontvangers van de successierechten in het kader van een bankonderzoek de door de cliënt beantwoorde MiFID-vragenlijst opvragen?

Gebeurt dat systematisch in het kader van een

bénéficiaires ont-ils fait usage de ce droit au cours des cinq dernières années ?

Les bénéficiaires des impôts sur le revenu et de la TVA peuvent-ils ou doivent-ils transmettre spontanément à leurs collègues des services de taxation les données contenues dans le questionnaire MiFID ?

Les fonctionnaires du fisc peuvent-ils, dans le cadre de la détermination de l'impôt sur le revenu et de la perception de la TVA, réclamer aux bénéficiaires des impôts sur les revenus, de la TVA et des droits de succession les données figurant dans le questionnaire MiFID ?

Ma seconde question porte sur la diversité d'approche, par les banques, des profils d'investisseur MiFID.

Une enquête du quotidien De Tijd, publiée le 16 mars dernier, montre que le profil de risque des investisseurs entrave leur retour en bourse.

En raison de leur profil d'investisseur, la majorité des Belges ne sont pas autorisés à investir dans des actions individuelles. L'enquête montre que les Belges sont des investisseurs prudents, ce qui en soi n'est pas faux. Il est pourtant curieux que le pourcentage des clients autorisés à investir en actions diffère fortement d'une banque à l'autre : de 0,1% pour Axa à 91,3% pour ING.

Le ministre dispose-t-il de ces chiffres ? Dans l'affirmative, corroborent-ils ce mini-sondage effectué par De Tijd ?

Comment le ministre explique-t-il les fortes divergences entre banques ? Il me paraît très improbable que leurs clientèles soient si différentes.

Dispose-t-on de statistiques sur le nombre de clients des banques qui n'ont pas encore de profil d'investisseurs, et sur le nombre de ceux qui ont plus d'un profil d'investisseur ?

Dispose-t-on de chiffres sur les clients qui adaptent leur profil d'investisseur de leur propre initiative ou à la demande de l'institution financière ?

Comment procèdent les banques en ligne ?

Comment la FSMA contrôle-t-elle ces profils d'investisseur ?

Projette-t-on de mettre un peu d'ordre dans les différents concepts et catégories utilisés par les banques ? Ou ne devrions-nous pas évoluer vers un profil d'investisseur unique qui s'appliquerait à l'ensemble des institutions financières belges ?

M. Koen Geens, ministre des Finances, chargé de la Fonction publique. – *J'ai déjà répondu par écrit à la première question.*

Je tiens néanmoins à souligner que le fonctionnaire chargé de la perception de l'impôt pourrait réclamer à une banque le questionnaire MiFID rempli par un client. Nous ne tenons pas à jour ce type de données. Le questionnaire d'une personne décédée pourrait également être réclamé. Nous n'avons pas de chiffres à ce sujet mais de telles demandes sont très sporadiques.

bankonderzoek? Zo ja, hoeveel keer hebben de ontvangers de afgelopen vijf jaar van die bevoegdheid gebruik gemaakt?

Mogen of moeten de ontvangers van de inkomstenbelastingen en de btw de gegevens met betrekking tot de MiFID-vragenlijst spontaan aan de collega's van de taxatiediensten bezorgen?

Kunnen, in het kader van de vestiging van de inkomstenbelastingen en de heffing van de btw, de gegevens met betrekking tot de MiFID-vragenlijst door de taxatieambtenaren worden opgevraagd bij de bevoegde ontvangers inzake inkomstenbelastingen, btw en successierechten?

Mijn tweede vraag gaat over de verschillende aanpak van de MiFID-beleggersprofielen door de banken.

Uit een onderzoek van *De Tijd*, gepubliceerd op 16 maart jongstleden, blijkt dat het risicoprofiel van de beleggers een terugkeer naar de beurs in de weg staat.

Het gros van de Belgen mag, wegens hun risicoprofiel, niet in individuele aandelen beleggen. Uit het onderzoek blijkt dat de Belgen voorzichtige beleggers zijn, wat op zich niet verkeerd is. Merkwaardig is wel dat het percentage van het cliënteel dat in aandelen mag beleggen sterk uiteenloopt.

Voor AXA gaat het om 0,1%, voor KBC om 0,5%, voor Belfius om 22,0%, voor BNP Paribas Fortis om 37,9% en voor ING om 91,3%. Dat roept toch vragen op.

Beschikt de minister zelf over deze cijfers? Zo ja, bevestigen die de bovenstaande mini-bevraging door *De Tijd*?

Heeft de minister een verklaring voor de grote verschillen tussen de banken onderling? Het lijkt me vrij onwaarschijnlijk dat het cliënteel van KBC zo verschillend is van dat van ING.

Zijn er cijfers beschikbaar over het aantal bankklanten die nog geen beleggersprofiel hebben en het aantal bankklanten met meer dan één beleggersprofiel?

Zijn er cijfers beschikbaar over klanten die hun beleggersprofiel aanpassen uit eigen beweging dan wel op vraag van de financiële instelling?

Hoe gaat dat in zijn werk voor internetbanken?

Welke controle wordt door de FSMA uitgeoefend op deze beleggersprofielen?

Zijn er plannen om enige structuur te brengen in de verschillende begrippen en categorieën die de banken hanteren, of moeten we niet evolueren naar één beleggersprofiel dat geldt voor alle Belgische financiële instellingen?

De heer Koen Geens, minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken. – Op de eerste vraag heb ik al een schriftelijk antwoord gegeven.

Niettemin wil ik benadrukken dat de met de invordering belaste ambtenaar de door een cliënt ingevulde MiFID-vragenlijst bij een bankinstelling zou kunnen opvragen. We hebben geen gegevens over dergelijke verzoeken bijgehouden. Ook de door een overledene beantwoorde MiFID-vragenlijst zou kunnen worden opgevraagd. Ook hierover zijn geen cijfers beschikbaar; wel

Enfin, l'agent taxateur qui réclame des informations dans le cadre de la détermination ou de la perception d'une taxe donnée doit toujours veiller à agir dans le cadre des pouvoirs d'investigation prévus par la législation spécifique applicable à cette taxe. Le fonctionnaire visé ne peut donc pas outrepasser le cadre de ses compétences, sinon il se livrerait à un abus de pouvoir.

Quant à votre seconde question, je viens de prendre connaissance de l'article du Tjld et j'ai demandé des explications à la FSMA.

Il convient de nuancer l'affirmation selon laquelle le profil de risque des investisseurs entrave leur retour en bourse. Les clients peuvent toujours décider de leur propre initiative d'investir en bourse. Les banques ne sont pas tenues d'établir un profil de risque pour ce type d'opérations, sauf si l'opération est effectuée à l'initiative de la banque et le cas échéant dans un contrat de service de conseil en investissement ou de gestion de portefeuille. Certaines banques donnent la préférence aux fonds d'actions plutôt qu'aux actions individuelles.

Il est difficile de confirmer les chiffres cités par De Tijd étant donné qu'il s'agit du mini-sondage d'un journaliste et que nous ne savons pas comment la question a été posée, à qui, à quel segment de la clientèle et dans le cadre de quel service. On n'établit pas de rapport systématique sur la composition individuelle des portefeuilles de clients et les chiffres cités ne peuvent donc être confirmés.

Certains clients peuvent avoir plusieurs profils en fonction des objectifs de leurs différents portefeuilles.

L'établissement du profil relève de la responsabilité exclusive de la banque qui doit le faire sur la base des informations qu'elle recueille auprès du client. Il est possible d'adapter ces profils dans le respect de ces principes. Il appartient donc à la banque de contrôler ces changements, surtout dans le cas des banques en ligne où les clients peuvent créer un profil en ligne sans contrôle physique de la banque. Il n'y a pas de statistiques sur le nombre de clients qui adaptent leur profil.

La FSMA contrôle le respect des règles MiFID de plusieurs manières. Dans le cadre des demandes d'autorisation, elle contrôle l'adéquation des procédures et le projet d'organisation de l'institution concernée. S'il s'agit d'une banque, la BNB est responsable de l'octroi de cette autorisation ; elle peut demander un avis en la matière à la FSMA. À partir de cette année, celle-ci recevra un rapport spécifique des entreprises réglementées, ce qui lui permettra d'avoir un meilleur aperçu des services d'investissements offerts, des clients concernés, des profils d'investisseur, de la performance des portefeuilles, des parties avec lesquelles elles collaborent. Enfin, la FSMA inspecte spécifiquement les obligations MiFID. Dans ce cadre, des inspections spécifiques seront effectuées en 2013 pour contrôler le respect des obligations envers le client, y compris l'établissement des profils d'investisseur.

La directive européenne prévoit que la responsabilité de la confection du profil d'investisseur relève des entreprises réglementées elles-mêmes. Ni le législateur belge, ni le contrôleur belge ne peut imposer un profil d'investisseur uniformisé. Cela se heurterait en effet à la directive MiFID qui interdit aux États membres la surréglementation, ce qui

is het zo dat dit slechts zeer sporadisch gebeurt.

Ten slotte moet de taxatieambtenaar die inlichtingen vraagt in het kader van de vestiging of invordering van een bepaalde belasting er steeds voor zorgen dat hij handelt binnen de onderzoeksbevoegdheden van de voor die belasting toepasselijke specifieke wetgeving. De betrokken ambtenaar mag de grenzen van zijn bevoegdheid met andere woorden niet overschrijden, want dat zou machtsoverschrijding zijn.

Wat de tweede vraag betreft, heb ik net als mevrouw Maes kennis genomen van het artikel in *De Tijd*. Ik heb de FSMA om toelichting gevraagd.

Algemeen kan worden gesteld dat de bewering dat het risicoprofiel van de beleggers de terugkeer naar de beurs in de weg staat, moet worden genuanceerd. Cliënten kunnen steeds op eigen initiatief beslissen om in aandelen te beleggen. Banken zijn niet verplicht om voor dergelijke verrichtingen een beleggingsprofiel op te stellen. Ze zijn daartoe enkel verplicht als de verrichting gebeurt op initiatief van de bank zelf, desgevallend in het kader van een beleggingsadviescontract of een vermogensbeheercontract. Sommige banken geven er de voorkeur aan om aandelenfondsen aan te bieden, eerder dan individuele aandelen.

Het is moeilijk om de door *De Tijd* geciteerde cijfers te bevestigen aangezien het om een korte bevraging van een journalist gaat en we niet weten hoe de vraag werd gesteld, aan wie ze werd gesteld, op welk segment van het cliënteel ze betrekking had en in het kader van welke dienstverlening. Er is geen systematische rapportering over individuele samenstelling van de cliënten portefeuilles en de door *De Tijd* geciteerde cijfers kunnen dus niet worden bevestigd.

Zoals eerder gezegd is een beleggersprofiel niet verplicht wanneer de cliënt op eigen initiatief in aandelen wenst te beleggen. Er is geen systematische rapportering over beleggersprofielen en er zijn dus geen cijfers beschikbaar over hoeveel cliënten geen beleggersprofiel hebben.

Het is mogelijk dat cliënten meerdere profielen hebben. Ze kunnen immers diverse doelstellingen nastreven voor de onderscheiden portefeuilles die ze aanhouden. Zoals eerder gezegd is er geen systematische rapportering over beleggersprofielen en zijn er dus ook geen cijfers beschikbaar over hoeveel cliënten meerdere beleggersprofielen hebben.

De opmaak van het profiel is de exclusieve verantwoordelijkheid van de bank, die dit moet doen op basis van de informatie die ze bij de cliënt inwint. Aanpassingen van de beleggersprofielen zijn mogelijk, maar moeten volgens dit principe gebeuren. Een bank moet dus zelf voldoende toezicht houden op de aanpassingen van de profielen. Dat is zeker het geval voor de internetbanken, waar de cliënten een profiel online kunnen aanmaken zonder fysieke controle door de betrokken bank zelf. Er zijn geen cijfers beschikbaar over het aantal cliënten die hun beleggersprofiel aanpassen.

De FSMA oefent op diverse manieren toezicht uit op de naleving van de MiFID-regels. In het kader van de vergunningsaanvragen controleert ze de aangepastheid van de procedures en de voorgenomen organisatie van de betrokken instelling. Indien het een bank betreft, is de NBB verantwoordelijk voor de toekenning van die vergunning; zij

ruinerait le principe du marché unique. C'est ce qu'on appelle l'interdiction « gold-plating ».

Mme Lieve Maes (N-VA). – Mes questions ont été inspirées par l'idée que la directive MiFID tend à protéger l'investisseur. La possibilité, pour le fisc, de réclamer le document dans le cadre d'un contrôle incite apparemment certains clients à ne pas remplir correctement le questionnaire, ce qui amenuise quelque peu l'objectif de protection visé. D'où ma seconde question.

J'ai cependant compris que cette directive ne laisse guère de marge de manœuvre à cet égard. Je reste donc un peu sur ma faim.

Demande d'explications de M. Yoeri Vastersavendts au ministre des Entreprises publiques et de la Coopération au développement, chargé des Grandes Villes sur «les relations entre Belfius et Arco» (n° 5-3131)

M. Yoeri Vastersavendts (Open Vld). – Je me réjouis doublement aujourd'hui. Tout d'abord parce que le ministre Geens est venu répondre à ma question au Sénat alors que son prédécesseur avait toujours refusé de le faire et ensuite, parce que c'est le ministre des Finances en personne qui y répond et non le ministre des Entreprises publiques à qui je m'étais adressé en désespoir de cause.

La relation entre Belfius et Arco a pris des proportions hallucinantes. Début février, les journaux ont évoqué une nouvelle saga. Nous avons alors appris qu'un accord avait été conclu le 7 décembre entre Belfius et Arco sur l'achat de 1,4 million d'actions Elia. L'action étant à l'époque cotée à 34 euros, la transaction portait sur quelque 48 millions d'euros.

En tant que banque détenue à cent pour cent par l'État, Belfius a jusqu'ici refusé de fournir des détails sur cette opération, à l'exception évidemment du droit de regard limité qui est prévu.

Quel prix global Belfius a-t-il payé à Arco pour ce paquet

kan de FSMA ter zake om een advies vragen. Verder zal de FSMA vanaf dit jaar een specifieke rapportering ontvangen van de gereguleerde ondernemingen, waardoor zij een beter zicht zal krijgen op de aangeboden beleggingsdiensten, de betrokken cliënten, hun beleggersprofielen, de performance van de portefeuilles, de partijen met wie ze samenwerken, enzovoort. Tot slot voert de FSMA specifieke inspecties uit op de MiFID-verplichtingen. In dit kader zullen in 2013 specifieke inspecties worden uitgevoerd op de naleving van de zorgplicht, met inbegrip van de opmaak van de beleggersprofielen.

De Europese richtlijn bepaalt dat de verantwoordelijkheid voor de opmaak van het beleggersprofiel bij de gereguleerde ondernemingen zelf ligt. Noch de Belgische wetgever, noch de Belgische toezichthouder kan een geüniformeerd beleggersprofiel opleggen. Dat druist immers in tegen MiFID-richtlijn die de lidstaten verbiedt om in hun wetgeving strengere normen te hanteren en op die manier het beginsel van de eengemaakte markt te ondergraven. Dit wordt het verbod van 'gold-plating' genoemd.

Mevrouw Lieve Maes (N-VA). – Mijn vragen zijn ingegeven door het idee dat de MiFID-richtlijn ertoe strekt de belegger te beschermen. Het feit dat het document door de fiscus voor een controle kan worden opgevraagd, zet sommige cliënten er blijkbaar toe aan de vragenlijst niet correct in te vullen. Hierdoor gaat het beschermingsaspect toch wat verloren. Vandaar ook mijn tweede vraag.

Ik heb echter begrepen dat de MiFID-richtlijn ter zake weinig bewegingsruimte laat. Ik blijf dan ook een beetje op mijn honger.

Vraag om uitleg van de heer Yoeri Vastersavendts aan de minister van Overheidsbedrijven en Ontwikkelingssamenwerking, belast met Grote Steden over «de relatie tussen Belfius en Arco» (nr. 5-3131)

De heer Yoeri Vastersavendts (Open Vld). – Vandaag ben ik dubbel blij. Ten eerste omdat minister Geens naar de Senaat wil komen om mijn vraag te beantwoorden, terwijl zijn voorganger dat altijd pertinent geweigerd heeft; ten tweede omdat ik een antwoord krijg van de minister van Financiën *himsel* en niet van de minister van Overheidsbedrijven tot wie ik me dan maar uit wanhoop had gericht.

De relatie tussen Belfius en Arco heeft hallucinante proporties aangenomen. Begin februari berichtten de kranten over weer maar eens een nieuwe saga. Toen raakte inderdaad bekend dat er op 7 december tussen Belfius en Arco een overeenkomst was gesloten over een aankoop van 1,4 miljoen Elia-aandelen. Uitgaande van de destijds geldende koers van 34 euro per aandeel zou het gaan om een deal van ongeveer 48 miljoen euro.

Als honderd procent staatsbank weigerde Belfius tot vandaag details vrij te geven over de deal, met uitzondering weliswaar van het beperkte inzagerecht, dat wel is toegestaan.

Wat is het totaalbedrag dat Belfius aan Arco betaalde voor het

d'actions Elia ou quel était le prix par action ?

Le ministre peut-il me fournir, depuis la création de Belfius, le relevé de toutes les transactions et opérations financières ou des accords entre Belfius et Arco ainsi qu'entre Belfius et d'autres sociétés et coopératives du groupe Arco, ainsi que la quantité et le montant global par transaction ?

M. Koen Geens, ministre des Finances, chargé de la Fonction publique. – *Je suis également très heureux de pouvoir répondre aujourd'hui à une question mais je dois malheureusement tempérer quelque peu la joie de M. Vastersavendts.*

Même si l'État belge possède cent pour cent des actions Belfius, il n'est qu'actionnaire et n'a pas le droit d'obtenir les informations demandées ici. Je n'ai même pas le droit de les demander. Ce serait contraire aux principes du droit des sociétés et au droit bancaire. En vertu de son devoir de discrétion, la banque n'a pas le droit de divulguer la moindre information à propos de ses transactions avec ses clients.

J'ai répondu de la même manière à une question similaire posée à la Chambre. En tant que ministre des Finances, j'essaie de répondre comme je peux aux nombreuses questions sur Arco et Belfius mais dans le cas présent, c'est impossible. Si M. Vastersavendts souhaite obtenir des informations sur les transactions entre le groupe Arco et Belfius, il peut éventuellement s'adresser directement à Arco où il aura peut-être plus de chance.

M. Yoeri Vastersavendts (Open Vld). – *D'après cette très brève réponse du ministre, je comprends que le gouvernement a, chez Belfius, des administrateurs qui, lorsqu'ils lui font rapport, peuvent fournir les informations que je demande, de sorte que le ministre peut quand même soulever un coin du voile.*

Demande d'explications de Mme Mieke Vogels au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «la déduction fiscale du bonus logement» (n° 5-3132)

Mme Mieke Vogels (Groen). – *Je suis pleine d'espoir car ma question entre parfaitement dans les compétences du ministre et il pourra certainement me fournir une réponse complète.*

Le 30 janvier, le Vlaamse Woonraad – conseil consultatif en matière de logement – a présenté son avis sur l'avenir du bonus logement après le transfert de cette compétence aux régions.

Dans son rapport, le Woonraad a inséré un erratum : ses premiers calculs se basaient en effet sur l'accord de gouvernement qui proposait une correction à la redistribution inversée. Le bonus-logement peut en effet être déduit de la tranche d'imposition la plus élevée, ce qui avantage les contribuables ayant d'importants revenus. L'accord de gouvernement proposait dès lors une déduction identique pour tout le monde, qui serait calculée sur la base de la tranche d'imposition de 45%.

pakket van 1,4 miljoen Elia-aandelen, ofwel hoeveel was de prijs per aandeel?

Kan de minister mij sinds de oprichting van Belfius een overzicht geven van alle financiële transacties en financiële deals of afspraken en overeenkomsten tussen de staatsbank en Arco, alsook tussen Belfius en andere vennootschappen en coöperatieven uit de Arco-groep, en dat voor de hoeveelheid en het totaalbedrag per transactie?

De heer Koen Geens, minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken. – Ook ik ben erg blij dat ik hier vandaag een antwoord mag geven. Ik moet helaas de blijdschap van collega Vastersavendts enigszins temperen.

Hoewel de Belgische staat honderd procent van de aandelen van Belfius bezit, zijn we toch maar aandeelhouder en die heeft geen recht op de informatie waarnaar hier wordt gevraagd. Ik beschik zelfs niet over de mogelijkheid om ze op te vragen. Dat zou strijdig zijn met de beginselen van het vennootschapsrecht en het bankrecht. De discretieplicht maakt dat de bank onmogelijk enig inzicht kan verlenen in haar transacties met haar klanten.

Ik heb een gelijkaardige vraag in de Kamer op dezelfde manier beantwoord. Als minister van Financiën probeer ik de vele vragen over Arco en Belfius zo veel ik kan te beantwoorden, maar in dit geval is dat onmogelijk. Indien de heer Vastersavendts informatie wenst over de transacties tussen de groep Arco en de bank, kan hij misschien zelf rechtstreeks gaan aankloppen bij Arco en heeft hij daarbij meer geluk.

De heer Yoeri Vastersavendts (Open Vld). – Uit het wel erg korte antwoord van de minister begrijp ik toch dat de regering bestuurders heeft in Belfius, die bij hun rapportering aan de regering de inlichtingen kunnen verschaffen, waar ik om vraag, zodat de minister toch een tipje van de sluier kan oplichten.

Vraag om uitleg van mevrouw Mieke Vogels aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «de belastingaftrek van de woonbonus» (nr. 5-3132)

Mevrouw Mieke Vogels (Groen). – Ik ben erg hoopvol, want het thema van mijn vraag behoort volledig tot de bevoegdheid van de minister, dus hij zal waarschijnlijk een volledig antwoord kunnen geven.

Op 30 januari stelde de Vlaamse Woonraad – de strategische adviesraad voor wonen in Vlaanderen – haar advies voor in verband met de toekomst van de woonbonus na de overheveling van die bevoegdheid naar de gewesten.

In haar rapport, dat overigens zeer degelijk is, voegde de Woonraad een erratum toe aan de cijfers. De raad had de oorspronkelijke berekeningen gebaseerd op het regeerakkoord, dat een correctie voorstelde op de omgekeerde herverdeling. Immers, de belastingplichtige mag de woonbonus inbrengen op de hoogste belastingschijf, wat betekent dat wie veel verdient en in de hoogste belastingschijf zit, meer voordeel heeft dan iemand die minder verdient. In het regeerakkoord werd een wijziging van het systeem

Or le gouvernement n'a pas exécuté ce point de l'accord de gouvernement. Les mauvaises langues prétendent que l'Open Vld aurait préféré ne pas voir exécuter ce passage qu'il considèrerait comme moins intéressant. Cela aura bien entendu aussi une incidence sur le montant à transférer le 1^{er} janvier 2014.

Pourquoi l'accord de gouvernement relatif à la réforme du bonus logement n'a-t-il pas été exécuté et quelle incidence cela aura-t-il sur le budget à transférer lors du transfert de cette compétence aux régions ?

M. Koen Geens, ministre des Finances, chargé de la Fonction publique. – *Madame Vogels, je dois couper court à votre espoir d'obtenir une réponse détaillée. Si le bonus logement relève bien de mes compétences, il s'agit d'une matière délicate qui nécessite une adaptation du Code des impôts sur les revenus dans le cadre de la sixième réforme de l'État. Il s'agit d'une dépense fiscale. La question est de savoir sous quelle forme elle sera transférée aux régions.*

Pardonnez-moi de m'être fait souffler cette brève réponse par un conseiller détenteur d'une sagesse et d'une maturité plus grande encore que celle de votre serviteur – pour autant que cela soit possible.

Mme Mieke Vogels (Groen). – *J'ignore si cette réponse vous a été soufflée par un sage conseiller. Le bonus logement est bien entendu une matière délicate mais l'accord de gouvernement est très clair : le gouvernement s'engage à mener cette réforme. Je ne comprends donc pas que le ministre ne puisse répondre à la simple question de savoir si le gouvernement exécutera ou non ce point de l'accord de gouvernement.*

Demande d'explications de Mme Lieve Maes au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur «l'arrêt du projet STIMER» (n° 5-3177)

Mme Lieve Maes (N-VA). – *À la mi-janvier, le quotidien De Tijd a annoncé que le SPF Finances avait arrêté le projet STIMER, le système de traitement intégré multi-entités pour le recouvrement. Cette application informatique assurait la tenue à jour des créances fiscales et devait permettre d'en contrôler le recouvrement et la perception.*

Le contrat conclu en 2007 avec la firme Unisys pour une durée de six ans devait donc se terminer cette année. Le SPF Finances a cependant jugé utile de résilier le contrat avant l'échéance.

Il était prévu dans plan de management intégré 2010 que réalisation de la première phase du projet STIMER amènerait des nouveautés sur le terrain avec le déploiement des modules S/C, PrM et VA.

Le business review du plan de management 2010 de février 2011 signale que certains des principaux projets en

vooropgesteld, nog voor de woonbonus zou worden overgeheveld. Er werd voorgesteld om de aftrek voor iedereen gelijk te stellen en dit door de aftrek te verrekenen op basis van de belastingschijf van 45%.

Nu blijkt dat de regering dat punt van het regeerakkoord niet heeft uitgevoerd. Boze tongen beweren dat Open Vld dat punt een "minder interessante passage" uit het regeerakkoord vond en voerde het liever niet uit. Dat heeft uiteraard ook gevolgen op het over te dragen bedrag op het moment van de feitelijke defederalisering op 1 januari 2014.

Waarom wordt het regeerakkoord betreffende de hervorming van de woonbonus niet uitgevoerd en wat zijn de gevolgen daarvan op het over te hevelen budget bij de overdracht van die bevoegdheid naar de gewesten?

De heer Koen Geens, minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken. – *Mevrouw Vogels, ik moet uw hoop op een uitgebreid antwoord de kop indrukken. De woonbonus behoort weliswaar tot mijn bevoegdheid, maar het is een delicate materie, waarvoor het Wetboek van inkomstenbelastingen moet worden aangepast in het kader van de zesde staatshervorming. Het betreft een fiscale uitgave. De vraag is in welke vorm hij zal worden overgedragen aan de gewesten.*

U zult mij vergeven dat ik mij door een wijze en, zo mogelijk, nog rijpere raadgever dan uw dienaar heb laten verleiden tot dit korte antwoord.

Mevrouw Mieke Vogels (Groen). – *Ik weet niet of het antwoord door een wijze raadgever werd ingefluisterd. De woonbonus is uiteraard een delicate materie, maar het regeerakkoord is dat niet en het is heel duidelijk: de regering neemt zich voor om die hervorming door te voeren. Ik snap dus niet dat de minister niet kan antwoorden op de eenvoudige vraag of de regering het regeerakkoord op dat punt al dan niet zal uitvoeren.*

Vraag om uitleg van mevrouw Lieve Maes aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over «de stopzetting van het STIMER-project» (nr. 5-3177)

Mevrouw Lieve Maes (N-VA). – *Midden januari berichtte de krant De Tijd dat de FOD Financiën het STIMER-project had stopgezet. STIMER, ofwel *Système de Traitement Intégré Multi-Entités pour le Recouvrement*, was het ICT-systeem dat fiscale schuldvorderingen bijhoudt en controle op de invorderingen en inningen mogelijk moest maken.*

Het contract met de firma Unisys werd gesloten in 2007 voor een looptijd van zes jaar en zou dus dit jaar aflopen. Toch vond de FOD Financiën het nodig het contract vóór de einddatum te verbreken.

In het geïntegreerd managementplan 2010 staat dat de realisatie van de eerste fase op het terrein tot vernieuwing zal leiden door het uitrollen van de modules S/V, RV en AV.

In de business review van het managementplan 2010 van februari 2011 staat dan te lezen dat "een aantal van de belangrijkste projecten inzake geïntegreerde

matière de traitement intégré de données, tels que STIMER ou STIPAD, sont toujours en retard par rapport au calendrier prévu, que le calendrier prévu a été modifié et que certains projets ont été interrompus en raison d'un manque de ressources, que d'autres ressources ont été dégagées pour renforcer STIMER.

Le plan de management intégré 2011 prévoit le déploiement, en 2011, des modules précompte mobilier et versements anticipés ainsi que la poursuite de l'analyse et du développement des autres modules.

Quelle a été la cause directe de la résiliation du contrat en janvier 2013, peu avant son échéance normale ?

Qu'est-il advenu après les conclusions du review du plan de management 2010 ? La situation s'est-elle améliorée après le renfort de personnel ? De combien de personnes s'agissait-il ?

Le module versements anticipés était-il réellement opérationnel au troisième trimestre de 2011 ? Dans la négative, pourquoi ? Dans l'affirmative, quand ?

Le module précompte mobilier était-il opérationnel avant la fin du deuxième trimestre de 2011 ? Dans la négative, pourquoi ? Dans l'affirmative, quand ?

Combien d'évaluations et d'adaptations ont-elles encore été opérées entre février 2011 et janvier 2013 ? Qu'ont-elles exactement apporté ?

M. Koen Geens, ministre des Finances, chargé de la Fonction publique. – *L'administration a résilié le contrat pour les raisons suivantes : non-livraison des applications dans les délais impartis, nombreuses erreurs de programmation dans les applications livrées, modifications par Unisys des ressources destinées au projet, mauvais fonctionnement ou non-fonctionnement de volets du projet ; conséquences négatives du développement des applications en Inde, ce qui a amené de nombreuses incompréhensions, la langue de développement étant différente des deux langues d'analyse. Le souhait d'une visibilité rapide des résultats n'a pas été exaucé.*

Enfin, le dernier planning fourni par la société montrait qu'elle était incapable de réaliser les modules restants de manière suffisante pour terminer le contrat dans des délais raisonnables.

En 2011, pas moins de six personnes sont venues renforcer les équipes internes qui travaillaient au programme STIMER. Ces renforts ont été principalement affectés aux tâches les plus urgentes ayant une incidence sur les modules qui devaient être mis en production, par exemple des analyses et des essais.

Le module versements anticipés n'était pas opérationnel au troisième trimestre de 2011. Le produit livré ne répondait pas aux critères de qualité exigés.

Le SPF Finances va continuer à travailler à la modernisation de l'Administration générale de la perception et du recouvrement en utilisant le co-sourcing. Mon Administration dispose d'ailleurs toujours d'anciens outils informatiques qui sont encore tout à fait opérationnels, pour la perception et le

informatieverwerking zoals STIMER of STIPAD geconfronteerd blijven worden met vertragingen ten opzichte van de vooropgestelde planningen". En wat verder wordt nog gezegd: "De voorziene planning werd bijgestuurd ... een aantal projecten in het plan werden *on hold* gezet omwille van een gebrek aan *resources* waardoor ook *resources* vrijgemaakt werden die bijkomend toegewezen zijn aan STIMER."

In het geïntegreerd managementplan 2011 wordt verwezen naar de uitrol van de modules roerende voorheffing en voorafbetalingen in 2011. "De overige modules worden verder geanalyseerd en ontwikkeld."

Wat was de directe aanleiding voor het verbreken van het contract nu in januari 2013, niet lang vóór het zou aflopen?

Wat is er gebeurd na de conclusies van de review van het managementplan 2010? Was er beterschap te merken na de toevoeging van extra mensen? Over hoeveel personen ging het?

Ging de module voorafbetalingen inderdaad in productie in het derde trimester van 2011? Zo neen, waarom niet en wanneer dan wel?

Ging de module roerende voorheffing in productie vóór het einde van het tweede trimester van 2011? Zo neen, waarom niet en wanneer dan wel?

Hoeveel evaluatie- en bijsturingsmomenten zijn er nog geweest tussen februari 2011 en januari 2013? Wat hebben die precies opgeleverd?

De heer Koen Geens, minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken. – Het contract werd verbroken omdat de administratie om de volgende redenen de overeenkomst niet verder wenste uit te voeren. De toepassingen werden niet binnen de afgesproken termijn geleverd. De geleverde toepassingen bevatten talrijke programmeringsfouten. Er was de veranderlijke inzet van middelen op het project door de firma Unisys. Delen van het project werkten slecht of helemaal niet. De ontwikkeling van de toepassingen in India had negatieve gevolgen en dat leidde tot veel onbegrip doordat de ontwikkelingstaal verschillend was van de twee analysetalen. De wens om snel tastbare resultaten te boeken werd niet vervuld.

De laatste planning van de firma toonde bovendien aan dat ze niet in staat was om de resterende modules op een afdoende manier te verwezenlijken en zo het contract binnen een redelijke termijn af te werken.

In 2011 werden de interne teams die aan het programma STIMER werkten met niet minder dan zes personen versterkt. Die personen werden hoofdzakelijk ingezet voor de meest dringende taken die een impact hadden op de modules die in productie moesten gaan, zoals workshopanalyses en *testing*.

De module voorafbetalingen ging niet in productie in het derde trimester van 2011. Het afgeleverde product beantwoordde niet aan de verwachte kwaliteitscriteria.

De FOD Financiën zal de modernisering van de Algemene Administratie van de Inning en de Invordering voortzetten via *co-sourcing*. Mijn administratie beschikt overigens nog steeds over vroegere informatica-instrumenten voor de inning en de invordering van de directe belastingen, waaronder de

recouvrement des impôts directs et de la TVA.

La phase expérimentale du module précompte mobilier a été entamée en août 2011 et sa production proprement dite au 1^{er} janvier 2012, y compris l'application « prm-on-web » pour les clients extérieurs.

L'administration assure le suivi du projet sur la base des structures existantes, à savoir le groupe de pilotage mensuel avec les chefs d'administration, la réunion de projet mensuelle avec les différents chefs de projet et les réunions de suivi hebdomadaires avec les chefs de programme.

Au cours de ces réunions, on a abordé l'avancement du programme, expliqué les points prioritaires et élaboré des plans d'action ad hoc.

Mme Lieve Maes (N-VA). – En entendant cette réponse détaillée, je me demande pourquoi ce projet n'a pas été arrêté plus tôt. Il n'était apparemment pas du tout valable.

**Demande d'explications de
Mme Martine Taelman au vice-premier
ministre et ministre des Finances et du
Développement durable et au secrétaire
d'État à la Lutte contre la fraude sociale et
fiscale sur «l'effet rétroactif de la circulaire
sur les dispositions anti-abus» (n° 5-3182)**

Mme Martine Taelman (Open Vld). – J'ai été très heureuse d'apprendre que j'allais recevoir une réponse à la question qui avait déjà été déposée le 19 février. Je n'ai pas encore rencontré le ministre depuis sa nomination. Je profite de l'occasion pour lui souhaiter beaucoup de succès durant les prochains mois de son mandat.

Ma question concerne une circulaire du 19 juillet 2012 entrée en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2012.

En tant que juriste, je crois qu'il convient l'introduction par le gouvernement de législations et de réglementations avec effet rétroactif reste exceptionnelle. Je suppose qu'en tant qu'ancien avocat, le ministre partage ce point de vue. Il s'agit d'une mesure qui témoigne rarement d'une bonne gouvernance. Par ailleurs, les citoyens ne peuvent pas ajuster leur comportement à la législation en vigueur.

La circulaire concerne l'achat scindé, les parents gardant l'usufruit de leurs biens et la nue-propriété étant accordée aux enfants. Jusqu'en juin 2012, tous les notaires du pays pouvaient certifier à leurs clients qui demandaient leur avis à ce sujet que cette méthode ne posait pas de problème et qu'ils ne seraient plus taxés ultérieurement. Une circulaire promulguée avec effet rétroactif au 19 juillet 2012 a subitement modifié cette réglementation.

La Cour constitutionnelle avait déjà jugé précédemment que la rétroactivité des dispositions fiscales n'était autorisée que lorsqu'il existait une explication objective et raisonnable proportionnelle à l'objectif légal des taxes. Il ne peut y avoir

voorafbetalingen, en de btw. Die systemen zijn nog altijd en volledig operationeel.

De module roerende voorheffing ging in proefproductie in augustus 2011 en in volledige productie op 1 januari 2012, met inbegrip van de toepassing voor de externe klanten "rv-on-web".

Binnen de administratie werd het project opgevolgd op basis van de bestaande structuren, namelijk de maandelijke stuurgroep met de administratiechefs, de maandelijke projectvergadering met de verschillende projectleiders en de wekelijkse opvolgingsvergaderingen met de programmachefs.

Tijdens die vergaderingen werd er gesproken over de voortgang van het programma, werden de aandachtspunten belicht en werden ad-hocactieplannen uitgewerkt.

Mevrouw Lieve Maes (N-VA). – Bij dat uitgebreide antwoord maak ik me vooral de bedenking waarom het niet eerder werd stopgezet. Blijkbaar was het een allesbehalve goed project.

**Vraag om uitleg van
mevrouw Martine Taelman aan de
vice-eersteminister en minister van
Financiën en Duurzame Ontwikkeling en
aan de staatssecretaris voor de Bestrijding
van de sociale en de fiscale fraude over
«de terugwerkende kracht van de circulaire
over de antimisbruikbepalingen»
(nr. 5-3182)**

Mevrouw Martine Taelman (Open Vld). – Ik was zeer gelukkig te vernemen dat ik een antwoord zou krijgen op een vraag die op 19 februari al werd ingediend. Ik heb gemerkt dat dit geluksgevoel hier wel zeer snel wegdeemstert. Ik houd het dan ook bij een aangename kennismaking, want ik heb de minister nog niet ontmoet sinds zijn aanstelling. Ik wens hem voor de komende maanden veel succes met zijn mandaat.

Mijn vraag gaat over een circulaire van 19 juli 2012, die met terugwerkende kracht op 1 juli 2012 van kracht werd.

Als juriste meen ik dat de regering zeer terughoudend moet zijn met het invoeren van wetgeving en regelgeving met terugwerkende kracht. Ik vermoed dat de minister als gewezen advocaat ook die mening toegedaan is. Het getuigt immers zelden van deugdelijk bestuur en bovendien kunnen de burgers hun gedrag niet afstemmen op de van kracht zijnde wetgeving.

De circulaire gaat over de gesplitste aankoop, waarbij ouders het vruchtgebruik van hun pand behouden en de naakte eigendom aan de kinderen wordt toegewezen. Tot juni 2012 konden alle notarissen in ons land hun cliënten die hierover advies vroegen, verzekeren dat deze werkwijze geen enkel probleem opleverde en dat ze later ook niet meer belast zouden worden. Op 19 juli 2012 werd plots een circulaire uitgevaardigd die deze regeling met terugwerkende kracht heeft begraven.

Het Grondwettelijk Hof oordeelde eerder al dat retroactiviteit van fiscale bepalingen enkel toegelaten is wanneer daarvoor

de rétroactivité en ce qui concerne les arrêtés ministériels et royaux et, in extenso, les circulaires, sauf s'il existe une base légale.

Ma question date déjà du 19 février. Quelle n'était donc pas ma surprise, à la fin de la semaine dernière, en apprenant qu'une nouvelle circulaire avait été publiée à ce sujet. Il est fréquemment signalé au Bureau qu'une réponse à une question met parfois tellement longtemps à arriver que celle-ci a été retirée entre-temps. Dans le cas présent, nous pouvons actualiser la question. J'ai pris contact hier avec le cabinet et j'espère par conséquent que le ministre pourra me donner une réponse actualisée.

Jusqu'en juin 2012, un achat scindé ne posait pas de problème. À la suite de la rétroactivité, il y aurait abus fiscal entre juin 2012 et le 10 avril 2013 et des droits de succession devraient être payés. Entre le 10 avril et le 31 août 2013, il n'y a pas d'abus fiscal et il n'y a pas de droits de succession à payer. À partir du 1^{er} septembre 2013, il n'y a pas d'abus fiscal mais il faut payer des droits de succession.

La question qui se pose par conséquent est de savoir si nous pouvons garantir une sécurité juridique au citoyen.

Le ministre peut-il expliquer en détail la réglementation qui entrera en vigueur et préciser le délai de cette entrée en vigueur ? Peut-il rassurer les citoyens qui, jusqu'à présent, avaient recours à cette construction en leur disant qu'ils ne devront pas payer de taxes supplémentaires ? Quelle est la raison des nombreux changements intervenus dans cette circulaire ?

Le ministre a-t-il déjà reçu des plaintes de la part de fiscalistes et/ou de contribuables et est-il disposé à les prendre en compte ?

Croit-il que ces changements fréquents sont compatibles avec les principes généraux d'une bonne gouvernance ? Cela témoigne-t-il d'une réglementation fiscale constante et transparente ?

Cette circulaire a-t-elle déjà été contestée ? Le cas échéant, par quel tribunal ?

Est-il exact que la nouvelle interprétation de la loi ne s'appliquera qu'aux dons et divisions qui ont eu lieu à partir de septembre 2013 et que les achats scindés datant d'avant septembre 2013 ne relèvent pas de la nouvelle interprétation et ne figurent pas sur la liste noire des transactions douteuses ?

Le ministre peut-il rassurer les citoyens étant donné qu'il s'agissait jusqu'à il y a peu d'une pratique générale courante recommandée par les professionnels et les notaires ?

S'agit-il de la dernière modification de l'administration fiscale en ce qui concerne la taxation supplémentaire ou non des achats scindés ?

M. Koen Geens, ministre des Finances, chargé de la Fonction publique. – *Un bon Anversois comme moi peut seulement dire qu'entre les intentions et les actes, il y a la réalité et les obstacles pratiques. Il s'ensuit qu'un ministre qui, en fin d'après-midi, reçoit une question actualisée, n'est plus en mesure d'actualiser sa réponse. Soit Mme Taelman pose rapidement sa question par écrit soit je reviens le plus vite possible pour y répondre oralement. Je répondrai donc*

een objectieve en redelijke verklaring bestaat die evenredig is met het nagestreefde wettig doel van de belastingen. Wat ministeriële en koninklijke besluiten en, in extenso ook rondzendsbrieven, betreft mag er geen retroactiviteit zijn tenzij er een wettelijke basis bestaat.

Mijn vraag dateert al van 19 februari, dus groot was mijn verbazing toen ik eind vorige week vernam dat er blijkbaar een nieuwe circulaire gepubliceerd is in verband met dit onderwerp. In het Bureau is er al herhaaldelijk op gewezen dat een antwoord op een vraag soms zo lang uitblijft dat de vraag intussen achterhaald is. In dat geval kunnen we de vraag actualiseren. Ik heb gisteren contact gehad met het kabinet en hoop dan ook dat de minister mij zeer gelukkig kan maken met een actueel antwoord op deze vraag.

Tot juni 2012 was er geen enkel probleem met een gesplitste aankoop. Als gevolg van de retroactiviteit zou er tussen juni 2012 en 10 april 2013 sprake zijn van fiscaal misbruik en moeten successierechten worden betaald. Tussen 10 april en 31 augustus 2013 is er geen sprake van fiscaal misbruik en moeten geen successierechten worden betaald. Vanaf 1 september 2013 is er geen sprake van fiscaal misbruik, maar moeten wel successierechten worden betaald.

De vraag rijst dan ook of we de burger rechtszekerheid kunnen geven.

Kan de minister gedetailleerd en nauwkeurig toelichten welke regeling wanneer van kracht wordt. Kan hij de burgers die tot voor kort van deze constructie gebruik maakten, geruststellen dat ze niet bijkomend zullen worden belast? Wat is de reden van de vele wijzigingen in deze circulaire?

Heeft de minister al klachten ontvangen van fiscalisten en/of belastingplichtigen en is hij bereid hiermee rekening te houden?

Meent hij dat veelvuldige wijzigingen in overeenstemming zijn met de algemene beginselen van behoorlijk bestuur en getuigt dit van een continue en duidelijke fiscale regelgeving?

Werd deze circulaire al aangevochten? Kan de minister desgevallend toelichten voor welke rechtbank?

Klopt de stelling dat de nieuwe interpretatie van de wet pas zal gelden voor schenkingen en splitsingen die plaatsvinden vanaf september 2013 en dat de gesplitste aankopen die dateren van vóór september 2013, niet onder de nieuwe interpretatie vallen en niet op de zwarte lijst van verdachte transacties staan?

Kan de minister de burgers concreet geruststellen, aangezien dit tot voor kort een algemeen gangbare praktijk was die werd aangeraden door professionelen en notarissen?

Is dit de laatste wijziging van de fiscale administratie inzake het al dan niet bijkomend belasten van een gesplitste aankoop?

De heer Koen Geens, minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken. – Een goede Antwerpenaar, zoals ikzelf, kan alleen maar zeggen dat tussen droom en daad de wet, de werkelijkheid en praktische bezwaren staan. Die droom en daad brengen mee dat een minister, wanneer hij in de late namiddag een actualisering van een vraag krijgt, met de beste wil van de wereld niet meer bij machte is om zijn antwoord nog te actualiseren. Mevrouw Taelman kan haar vraag bij

aujourd'hui à la question du 19 février.

L'entrée en vigueur d'une disposition légale ou réglementaire est fixée uniquement par une loi ou un arrêté royal et jamais par une circulaire. Une circulaire n'a pas davantage un effet rétroactif. La circulaire sert à commenter une loi et à expliquer comment l'appliquer. C'est également le cas de la circulaire relative à la disposition anti-abus.

Le fait que cette circulaire n'ait été publiée qu'après l'entrée en vigueur de la loi n'a donc aucune importance. Cette circulaire vient d'ailleurs compléter une circulaire antérieure sur le même sujet, datant du 4 mai 2012 ; son unique objet est d'apporter des éclaircissements et de donner une sécurité juridique à la disposition anti-abus appliquée aux droits d'enregistrement et de succession.

La prérogative de l'interprétation authentique revient au législateur et non au ministre des Finances ou à son administration.

Mme Martine Taelman (Open Vld). – *Je n'en veux pas au ministre de n'avoir pu me donner une réponse actuelle puisqu'il n'a reçu que tardivement la version actualisée de ma question. Cela étant, les réponses tardives sont un réel problème dont nous devons bien discuter au Sénat. Si la réponse se fait attendre plusieurs mois, la situation évolue et la question initiale perd évidemment de son sens.*

Je prends note de l'intention du ministre d'apporter rapidement une réponse sur les éléments nouveaux. Je déposerai le plus vite possible une nouvelle question. J'espère ainsi que le citoyen obtiendra des précisions sur ce qui est permis et ce qui ne l'est pas et que la réglementation ne sera pas continuellement modifiée.

Demande d'explications de M. Bert Anciaux au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique sur «les critiques d'économistes et de banquiers à propos de la sévérité de la norme européenne de déficit budgétaire» (n° 5-3280)

M. Bert Anciaux (sp.a). – *L'Union européenne impose des règles très strictes en ce qui concerne le déficit des États membres, à savoir qu'il doit être limité à 2,15 pour cent au maximum. Pourtant la récession économique, et plus précisément le fait que la croissance est inférieure aux estimations, cause des soucis supplémentaires aux gouvernements. Pour satisfaire à la norme européenne, ils sont en effet obligés de faire des efforts supplémentaires, outre les économies déjà planifiées.*

La critique est venue d'un côté plutôt inattendu. Traditionnellement ce sont surtout des voix de gauche qui demandent de ne pas imposer des mesures d'économies trop fortes en temps de crise. Aujourd'hui, nous entendons un chœur de banquiers et d'économistes renommés chanter à

spoed schriftelijk stellen of ik kan zo spoedig mogelijk terugkomen om mondeling te antwoorden. Vandaag antwoord ik echter op haar vraag van 19 februari.

De inwerkingtreding van een wettelijke of reglementaire bepaling wordt alleen vastgesteld bij wet of bij koninklijk besluit. Een circulaire kan dus nooit de wettelijke basis zijn voor een inwerkingtreding en zeker geen retroactiviteit invoeren. De bedoeling van de circulaire is commentaar en toelichting te geven bij de toepassing van bepaalde wetgeving. Dat is ook het geval met de circulaire over de antimisbruikbepaling.

Het feit dat deze circulaire pas verschenen is nadat de wet in werking getreden is, heeft dus geen enkele invloed. Deze circulaire is trouwens een aanvulling op een eerdere circulaire, van 4 mei 2012 over hetzelfde onderwerp en de enige doelstelling ervan is meer duidelijkheid en zekerheid te scheppen over de toepassing van de antimisbruikbepaling op het vlak van de registratie- en successierechten.

Het voorrecht van de authentieke interpretatie komt de wetgever toe, niet de minister van Financiën of zijn administratie.

Mevrouw Martine Taelman (Open Vld). – *Ik neem het de minister uiteraard niet kwalijk dat hij geen actueel antwoord kan geven, aangezien hij pas laat de geactualiseerde vraag heeft gekregen. Dit gezegd zijnde, blijven de late antwoorden wel een probleem waarover we het in de Senaat toch nog moeten hebben. Als vragen een aantal maanden onbeantwoord blijven, is het normaal dat de situatie geëvolueerd is en dat het geen zin meer heeft de oorspronkelijke vraag te stellen.*

Ik neem akte van het aanbod van de minister om heel vlug een antwoord te geven op de concrete, nieuwe elementen. Ik zal zo vlug mogelijk een nieuwe vraag indienen. Ik hoop dat er dan voor de burgers meer duidelijkheid komt over wat wel of niet kan en dat de regelgeving niet voortdurend wordt gewijzigd.

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken over «de kritiek van economen en bankiers op de te strenge EU-norm voor het begrotingstekort» (nr. 5-3280)

De heer Bert Anciaux (sp.a). – *De EU hanteert erg strenge regels met betrekking tot het begrotingstekort van de lidstaten, namelijk maximum 2,15%. Ondertussen bezorgt de economische recessie, meer bepaald de lagere dan geschatte groei, de regeringen extra kopzorgen. Om de EU-norm te halen worden ze immers tot extra inspanningen verplicht, bovenop de al geplande besparingen.*

De kritiek hierop kwam uit eerder onverwachte hoek. Traditioneel roepen vooral linkse stemmen om in tijden van crisis niet te strak te besparen. Nu zingt een koor van topbankiers en beroemde economen uit volle borst hetzelfde deuntje. Beide kampen, zeker geen traditionele bondgenoten, maken een gelijkaardige redenering: te streng besparen creëert een averechts effect. Het fnuikt de economische groei

pleins poumons le même air. Les deux camps, qui ne sont assurément pas des alliés traditionnels, font un raisonnement similaire : faire trop d'économies a des effets pervers. Cela diminue la croissance économique et renforce la spirale négative dans les rapports entre production et consommation. Bref, à peu près tout le monde, sauf l'UE, semble être d'accord de manière émouvante pour dire que le seuil de 2,15 pour cent ne peut et ne doit pas être interprété comme un axiome. Donc la série d'économies ne doit pas tailler trop dans le vif.

Quelle est la position du ministre, et par extension du gouvernement fédéral, dans ce débat ? Dans quelle mesure le ministre se retrouve-t-il dans le raisonnement des experts bancaires et économistes, selon lequel faire des économies trop radicales a peut-être des effets contraires et étouffe la croissance économique au lieu de la stimuler ? J'aimerais connaître la position idéologique du ministre.

M. Koen Geens, ministre des Finances, chargé de la Fonction publique. – *Cette question est d'une actualité brûlante. Jeudi dernier, il y avait déjà une question orale sur le point de vue des économistes de Harvard à propos de la stratégie du commissaire européen, M. Olli Rehn.*

Respecter la norme de 2,15 pour cent est l'objectif initial que s'était fixé la Belgique quant au déficit budgétaire nominal en 2013. Il ne s'agit pas d'un chiffre magique en soi, il faut le replacer dans le cadre d'une stratégie budgétaire générale, de la poursuite de la consolidation progressive de nos finances publiques et de la situation économique nationale et surtout internationale.

Les deux aspects suivants sont effectivement d'une importance particulière : l'évolution de la dette dans les prochaines années et la nature structurelle de l'adaptation budgétaire et son évolution dans le temps, l'effort pour atteindre notre objectif à moyen terme. Cet effort s'exprime également en termes structurels, donc indépendamment de la conjoncture et des dépenses et revenus non récurrents. Nous allons à cet égard devoir faire un effort supplémentaire pour atteindre durant les prochaines années un excédent structurel de 0,75 pour cent du produit intérieur brut, à comparer à l'objectif précédent fixé à 0,5 pour cent.

La Commission européenne et Conseil supérieur des finances mettent actuellement l'accent sur la partie structurelle plus que sur l'évolution nominale dans leur évaluation de nos chiffres.

Dans le nouveau programme de stabilité, qui définit la trajectoire budgétaire pour les années 2013-2016, on s'écarte de la norme stricte de 2,15 pour cent et les objectifs pour les années 2013-2016 sont légèrement revus à la baisse. Les adaptations par rapport au programme de stabilité de l'an dernier sont justifiées par la détérioration des perspectives économiques. La croissance attendue pour 2012-2015 est diminuée de 1,7 pour cent.

Étant donné la détérioration du contexte macroéconomique et la révision à la baisse de la croissance réelle et potentielle, respecter le programme de stabilité de l'an dernier basé sur des objectifs nominaux, impliquerait que nous devrions corriger les retombées budgétaires du déficit de croissance en prenant des mesures supplémentaires. Cela aurait comme conséquence un effort à fournir encore plus important que

en versterkt de negatieve handelsspiraal van produceren en consumeren. Kortom, zowat iedereen, behalve de EU, lijkt het er ontroerend over eens dat de strakke begrotingsnorm van 2,15% niet als een axioma mag en moet worden geïnterpreteerd. Ergo, de besparingsronde moet niet te diep in het vlees snijden.

Hoe positioneert de minister, en bij uitbreiding onze federale regering, zich in deze discussie? In welke mate stapt de minister mee in de redeneringen van bancaire en economische experts, dat een te radicale besparing wellicht averechte effecten sorteert en de economische groei eerder fnuikt dan stimuleert? Graag zou ik de ideologische visie van de minister kennen.

De heer Koen Geens, minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken. – Deze vraag is brandend actueel. Vorige week donderdag was er nog een mondelinge vraag over de kijk van Harvardeconomen op de visie van Eurocommissaris Olli Rehn.

De zogenaamde norm van 2,15% is het oorspronkelijke doel van België voor het nominale begrotingstekort 2013. Het is geen magisch cijfer op zich, maar het moet worden beoordeeld in het kader van een algemene begrotingsstrategie, de geleidelijke verdere consolidatie van onze openbare financiën en de nationale en vooral internationale economische toestand.

De volgende twee aspecten zijn echter van bijzonder belang: de evolutie van de schuld in de komende jaren en de structurele aard van de begrotingsaanpassing en haar evolutie in de loop de tijd, de inspanning om ons doel op middellange termijn te bereiken. Dit laatste is ook uitgedrukt in structurele termen, dus onafhankelijk van de conjunctuur en eenmalige uitgaven en inkomsten. Wij gaan in dat opzicht een bijkomende inspanning moeten leveren om de komende jaren een structureel overschot van 0,75% van het bruto binnenlands product te bereiken, in vergelijking met het vorige doel van 0,50%.

De Europese Commissie en de Hoge Raad van Financiën leggen nu trouwens in de beoordeling van onze cijfers de klemtoon op dat structureel gedeelte, meer dan op de nominale evolutie.

In het nieuwe stabiliteitsprogramma dat het begrotingstraject voor de jaren 2013-2016 vastlegt, wordt dan ook afgeweken van de strakke norm van 2,15% en worden de doelstellingen voor de jaren 2013-2016 lichtjes aangepast. De aanpassingen ten opzichte van het stabiliteitsprogramma van vorig jaar zijn verantwoord door de verslechterde economische vooruitzichten. De verwachte groei voor de periode 2012-15 is namelijk met 1,7% gecumuleerd verminderd.

Gezien de verslechtering van de macro-economische context en de neerwaartse herziening van de reële en de potentiële groei, zou het behoud van het stabiliteitsprogramma van vorig jaar, gebaseerd op nominale doelstellingen, geïmpliceerd hebben dat we inderdaad de budgettaire impact van het groeiverlies zouden moeten corrigeren door bijkomende maatregelen te nemen. Dat zou resulteren in een nog grotere

celui qui avait été prévu l'an dernier.

Sur avis du Conseil supérieur des finances et vu l'importance qu'accorde la Commission européenne à l'amélioration structurelle du solde des finances publiques, le gouvernement a préparé un programme de stabilité qui vise à un équilibre structurel. En 2016, un excédent nominal de 0,4 pour cent serait dégagé. Pour 2013 le gouvernement vise à une amélioration structurelle de 1 pour cent, en conséquence le déficit nominal serait de 2,46 pour cent.

La dette, qui est évidemment étroitement liée au solde budgétaire, doit graduellement être diminuée et passer sous les 100 pour cent du produit intérieur brut. Tant le numérateur que le dénominateur changent en permanence. Le dénominateur est le produit intérieur brut, qui ne sera connu qu'à la fin de 2013. Le numérateur représente la dette publique. Le montant de la dette totale d'environ 372 milliards est influencé chaque jour par les primes d'émission, les rachats, les fluctuations des taux d'intérêt réels, etc.

Mon jugement idéologique est une combinaison de plusieurs éléments. D'une part, nous devons essayer de ne décourager ni les consommateurs ni les entrepreneurs. Nous devons créer de la confiance. Une politique trop stricte serait contreproductive. D'autre part, de nombreuses personnes sont obsédées par les chiffres des finances publiques. S'ils ne sont pas assez bons, les gens vont économiser inutilement. Ils ont peur pour leurs pensions et laissent leur argent à la banque ou, plus grave encore, dans un coffre.

Nous devons agir de manière pragmatique, pas trop durement mais pas trop mollement non plus car dans ce dernier cas les citoyens ne vont pas consommer et les entrepreneurs n'oseront pas investir.

Un emprunt populaire, qui intéresse beaucoup cette commission, est l'une des manières les plus constructives d'affecter l'épargne à l'investissement à long terme.

Nous marchons donc sur un chemin étroit entre d'une part une Commission européenne stricte et de l'autre le contexte de la Belgique régionalisée, qui n'est pas si simple.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Je suis d'accord avec les propos du ministre.*

Je n'avais encore rien entendu à propos d'une décision de viser un excédent structurel de 0,75 pour cent. Dès 2016 ? Le ministre avait parlé de 0,4 pour cent pour 2016.

M. Koen Geens, ministre des Finances, chargé de la Fonction publique. – *Nous allons essayer d'avoir un équilibre structurel en 2015. En 2016 nous devons dégager un excédent de 0,75 pour cent, comme le prescrit l'Europe. Il est possible que nous arrivions à 0,4 pour cent en 2016.*

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Est-il exact que l'on peut réaliser une diminution structurelle de la dette publique avant même de parvenir à un excédent ? J'entends par là : est-il vrai qu'à partir de 1,4 pour cent, ou entre 1 et 2 pour cent, de déficit public la dette publique se dégonfle de facto ?*

M. Koen Geens, ministre des Finances, chargé de la Fonction publique. – *Je ne suis pas un spécialiste de la « boule de neige » des intérêts. Nous nous consacrons totalement à la diminution de la charge d'intérêt ; nous rachetons cette année pour quatre milliards de dettes*

inspanning dan vorig jaar werd gepland.

Op advies van de Hoge Raad van Financiën en rekening houdend met de nadruk die de Europese Commissie legt op de structurele verbetering van het overheidssaldo, heeft de regering daarom een stabiliteitsprogramma voorbereid dat op het structurele evenwicht afgestemd is. In 2016 zou een nominaal overschot van 0,4% gerealiseerd worden. Voor 2013 beoogt de regering een structurele verbetering van 1%, waardoor het nominaal tekort op 2,46% zou uitkomen.

Ook de schuld, die vanzelfsprekend nauw verbonden is met ons begrotingssaldo, moet geleidelijk naar beneden gebracht worden, onder 100% van het bruto binnenlands product. Zowel de teller als de noemer zijn permanent in beweging. De noemer is ons bruto binnenlands product, dat pas eind 2013 bekend zal zijn. De teller is onze overheidsschuld. De totale schuld van ongeveer 372 miljard wordt dagelijks beïnvloed door uitgiftepremies, buybacks, schommelingen van de reële intrestvoet enzovoort.

Mijn ideologische beschouwing is een combinatie van verschillende elementen. Enerzijds, moeten we proberen de consumptie en de ondernemers niet te ontmoedigen. We moeten vertrouwen geven. Een te strak beleid zou tekortschieten. Anderzijds, zijn vele mensen geobsedeerd door de publieke cijfers. Als ze niet goed genoeg zijn, zullen mensen nodeloos sparen. Ze krijgen schrik voor hun pensioen en laten hun geld op de bank of nog erger in een kluis.

We moeten pragmatisch te werk gaan, niet te hard, maar ook niet te zacht, want in dat laatste geval consumeren de burgers ook niet en durven de ondernemers niet te investeren.

Een volkslening, waar deze commissie sterk in geïnteresseerd is, is één van de manieren om het spaargeld zo constructief mogelijk aan te wenden voor langetermijninvesteringen.

We marcheren dus op een smalle richel. Enerzijds is er een strenge Europese Commissie en anderzijds is er de geregionaliseerde Belgische context, die niet zo eenvoudig is.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Ik ben het eens met wat de minister zegt.

Ik had echter nog niets gehoord over de beslissing om naar een structureel overschot van 0,75% te gaan. Is dat vanaf 2016? De minister had het over 0,4% in 2016.

De heer Koen Geens, minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken. – We gaan proberen in 2015 een structureel evenwicht te hebben. In 2016 moeten we naar een overschot van 0,75% gaan, zoals Europa voorschrijft. Het is mogelijk dat we in 2016 op 0,4% uitkomen.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Klopt het dat een structurele vermindering van de staatsschuld gerealiseerd kan worden voordat een overschot wordt bereikt? Ik bedoel daarmee, klopt het dat vanaf 1,4% of tussen 1 en 2% overheidstekort de staatsschuld de facto al wordt afgebouwd?

De heer Koen Geens, minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken. – Ik ben geen immense specialist in rentesnieuwballen. We zijn volop bezig met het verminderen van de intrestlast; we kopen dit jaar voor 4 miljard schulden met een intrest van 6 à 7% terug. Vanaf het moment dat de

soumises à un taux d'intérêt de 6 ou 7 pour cent. À partir du moment où la charge d'intérêt baisse fortement, nous pouvons commencer à diminuer le total nominal avant même d'avoir dégagé un excédent budgétaire. Lorsque les intérêts sont par exemple de 1,99 pour cent, par le rachat et la prime d'émission sur les nouvelles dettes, nous pouvons commencer à faire baisser la dette sans avoir besoin d'un excédent budgétaire. Mais un excédent budgétaire, c'est mieux.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Tout cela dépend beaucoup du dénominateur. Lorsque, avec une inflation de 1 pour cent, nous diminuons le déficit de moins de 1 pour cent, nous créons structurellement un excédent budgétaire.*

M. Koen Geens, ministre des Finances, chargé de la Fonction publique. – *Si le dénominateur croît, nous n'aurons aucun problème.*

Mme Mieke Vogels (Groen). – *On parle souvent de l'effet négatif de l'épargne « bloquée ». Pourquoi ne fait-on pas plus pour augmenter les revenus et les allocations les plus bas ? Cet argent sera consommé et n'atterrira pas sur des carnets d'épargne. C'est peut-être une manière keynésienne de penser, mais cela peut stimuler l'économie.*

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Je suis d'accord mais de nombreuses études ont montré que même sans consommation, en tout cas dans des pays aisés, plus d'égalité et moins de fracture sociale font augmenter fortement le bonheur national brut.*

M. Koen Geens, ministre des Finances, chargé de la Fonction publique. *Cela se mesure avec le coefficient de Gini. Une trop grande inégalité de revenu, ce n'est pas bon. Nous ne réussissons pas si mal ; d'autres pays, la Suède, l'Allemagne et l'Autriche sont dans notre peloton. Nous devons aussi diffuser ce message.*

Mme Mieke Vogels (Groen). – *L'Allemagne n'est pas un exemple sur ce plan !*

Demande d'explications de M. Bert Anciaux au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique sur «le contrôle de l'appellation d'origine et des produits provenant des implantations dans les territoires palestiniens occupés» (n° 5-3335)

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Alors que cette question fait l'objet d'un débat acharné aux Pays-Bas, le ministre de l'Économie souhaite également qu'un label facultatif soit introduit en Belgique pour les produits provenant des implantations dans les territoires palestiniens occupés. J'espère que le ministre des Finances soutiendra cette proposition avec enthousiasme au Conseil des ministres.*

Par la même occasion, je voudrais soumettre une autre question au ministre, également compétent en ce qui concerne la douane, elle-même en charge du contrôle de l'origine des produits. Le ministre sait certainement que les produits provenant des territoires occupés se voient souvent apposer à tort l'appellation d'origine « made in Israël ». Ils bénéficient

intrestlast zwaar vermindert, kunnen we beginnen het nominale totaal te verminderen nog voordat we een begrotingsoverschot hebben. Door intresten van bijvoorbeeld 1,99%, door buybacks en uitgiftepremies op de nieuw uit te geven schulden kunnen we de schuld beginnen af te bouwen zonder dat er een begrotingsoverschot is. Een begrotingsoverschot is natuurlijk beter.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Veel heeft natuurlijk met de noemer te maken. Als, bij een inflatie van 1%, het tekort vermindert met minder dan 1%, dan wordt ook al structureel een begrotingsoverschot gecreëerd.

De heer Koen Geens, minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken. – Als de noemer rekt, zullen we geen problemen hebben.

Mevrouw Mieke Vogels (Groen). – Er wordt vaak gepraat over de negatieve invloed van het spaargeld dat “geblokkeerd” zit. Waarom wordt er niet meer gedaan om de laagste inkomens en uitkeringen op te trekken? Dat geld zal immers geconsumeerd worden en niet op spaarboekjes belanden. Het is misschien een Keynesiaanse manier van denken, maar ook dat kan de economie stimuleren.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Ik ben het daarmee eens, maar heel veel studies hebben bewezen dat zelfs zonder consumptie, zeker in welstellende, landen, meer gelijkheid en een minder grote kloof het bruto nationaal geluk fors doet toenemen.

De heer Koen Geens, minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken. – Dat is de zogenaamde Gini-coëfficiënt. Een te grote inkomensongelijkheid is niet bevorderlijk. We doen het niet zo slecht; andere landen, zoals Zweden, Duitsland en Oostenrijk, zitten in ons peloton. Die boodschap moeten we ook uitdragen.

Mevrouw Mieke Vogels (Groen). – Duitsland is op dat vlak geen voorbeeld.

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken over «de controle op de oorsprongsbenaming en op de goederen uit nederzettingen in de bezette Palestijnse gebieden» (nr. 5-3335)

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Nu in Nederland volop het debat woedt, wil de minister van Economie graag dat er ook in België een facultatief label komt voor producten uit de nederzettingen in de Palestijnse bezette gebieden. Ik hoop dat de minister van Financiën dit voornemen enthousiast steunt in de Ministerraad.

Met deze vraag wil ik evenwel graag een ander onderwerp aankaarten bij de minister, die immers ook bevoegd is voor de douane, die op zijn beurt instaat voor de controle op de oorsprong van producten. De minister weet ongetwijfeld dat producten uit de bezette gebieden vaak onrechtmatig de oorsprong “made in Israël” krijgen. Zodoende genieten ze van de preferentiële handelstarieven tussen de EU en Israël.

ainsi des tarifs commerciaux préférentiels appliqués entre l'Union européenne et Israël.

La position de la Belgique et de l'Union européenne est pourtant claire : les implantations israéliennes dans les territoires palestiniens occupés sont illégales en vertu du droit international et constituent un obstacle à la paix. Ces territoires n'appartenant donc pas à Israël et ne peuvent porter cette appellation d'origine.

Le fossé entre les paroles et les actes est une fois de plus gigantesque, comme souvent lorsque les intérêts d'Israël sont en jeu. La Banque mondiale évalue à 230 millions d'euros par an la valeur totale des importations de l'Union européenne en provenance des colonies, soit quinze fois la valeur totale des importations provenant des territoires palestiniens occupés.

Malgré l'accord de commerce préférentiel avec les territoires occupés, le commerce est en déclin, entre autres à cause des nombreuses restrictions imposées par Israël aux territoires palestiniens, restrictions souvent destinées à assurer les intérêts et la sécurité des colons.

Du fait de sa politique commerciale, l'Europe contribue dès lors fortement à l'exploitation des territoires occupés par Israël, réduisant ainsi à néant tous ses autres efforts politiques et financiers en faveur de l'Autorité palestinienne. Les colons en profitent pleinement. Depuis la conclusion des accords d'Oslo voici près de vingt ans, le nombre de colons sur la Cisjordanie a triplé, atteignant près de 500 000. C'est une situation scandaleuse, carrément schizophrénique.

Le ministre estime-t-il également qu'en pratiquant des échanges commerciaux avec ces colonies illégales, nous soutenons leur développement et d'une certaine manière, les légitimons ? Pense-t-il comme moi que nous concourons ainsi à l'exploitation par Israël des territoires occupés et de ce fait, contribuons à entretenir ce conflit ?

Confirme-t-il que les produits provenant des colonies portent souvent à tort l'appellation d'origine « Israël », bénéficiant ainsi indûment de droits à l'importation avantageux ? Les services de la douane se montrent-ils proactifs à cet égard ? Existe-t-il une liste des entreprises établies dans les territoires occupés ainsi qu'une liste descriptive des marchandises connues pour provenir de ces mêmes territoires ? Quelle est la sanction prévue en cas d'abus d'appellation d'origine et donc, de droits à l'importation avantageux ?

Au cours des années précédentes, des abus ont-ils été constatés avec des produits qui avaient été importés des colonies sous une fausse appellation d'origine ? Quelles suites y a-t-on données ? Le ministre estime-t-il que le contrôle réalisé par les services des douanes sur l'appellation d'origine, en particulier sur des produits provenant des colonies, est correctement effectué ?

M. Koen Geens, ministre des Finances, chargé de la Fonction publique. – *La réponse à la question de savoir si le commerce avec les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens soutient le développement de ces dernières, relève de la compétence de mon collègue des Affaires étrangères.*

Il ne faut sans doute pas totalement exclure que les produits

De positie van België en de Europese Unie is nochtans duidelijk: Israëlische nederzettingen in de bezette Palestijnse gebieden zijn illegaal volgens het internationaal recht en vormen een obstakel voor de vrede. Deze gebieden behoren dus niet tot Israël en mogen deze oorsprong dan ook niet dragen.

De kloof tussen woord en daad blijkt eens te meer gigantisch groot, zoals zo vaak wanneer het Israël aanbelangt. De Wereldbank schat de totale waarde van EU-import vanuit de nederzettingen op 230 miljoen euro per jaar. Dat komt neer op vijftien keer de totale waarde van import uit de bezette Palestijnse gebieden.

Ondanks het preferentieel handelsakkoord met de Palestijnse gebieden gaat de handel er achteruit, onder meer door de vele restricties die Israël aan de Palestijnse gebieden oplegt. Die beperkingen dienen vaak om de belangen en de veiligheid van de kolonisten te verzekeren.

Met zijn handelsbeleid draagt Europa dus sterk bij aan de exploitatie van de bezette gebieden door Israël en doet ze daarmee al haar andere politieke en financiële inspanningen voor de Palestijnse Autoriteit volledig te niet. De kolonisten varen er alleszins wel bij. Sinds het sluiten van de Oslo-akkoorden bijna twintig jaar geleden is het aantal kolonisten op de Westelijke Jordaanoever verdriedubbeld tot ongeveer 500 000. Dit is een ronduit schandelijke en uitermate schizofrene toestand.

Gaat de minister akkoord dat we door de handel met deze illegale nederzettingen de ontwikkeling van die nederzettingen steunen en ze op een zekere manier ook legitimeren? Beamt hij mijn opvatting dat we hiermee meehelpen aan de exploitatie van de bezette gebieden door Israël en zodoende bijdragen aan het verder aanslepen van dit conflict?

Bevestigt de minister dat producten uit de nederzettingen vaak verkeerdelijk de oorsprongsbenaming "Israel" dragen en zodoende op onrechtmatige wijze gunstige invoerrechten genieten? Wordt dit proactief opgespoord door de douanediens? Bestaat er een lijst van bedrijven die in de bezette gebieden gevestigd zijn, evenals een beschrijvende lijst van de goederen die bekendstaan als van oorsprong uit diezelfde gebieden? Welke sanctie bestaat op het misbruik van de oorsprongsbenaming en dus misbruik van de gunstige invoerrechten?

Werden in de voorbije vijf jaar misbruiken vastgesteld met producten die uit de nederzettingen onder een valse oorsprongsbenaming ingevoerd werden? Welk gevolgen werden hieraan gegeven? Is de minister van mening dat de controle op de oorsprongsbenaming, meer bepaald op producten uit de nederzettingen, door de douanediens naar behoren werkt?

De heer Koen Geens, minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken. – Het antwoord op de vraag of de handel met de Israëlische nederzettingen in Palestijnse gebieden de ontwikkeling van die nederzettingen steunt, valt onder de bevoegdheid van mijn collega van Buitenlandse Zaken.

Het valt wellicht niet volledig uit te sluiten dat producten uit de nederzettingen verkeerdelijk de oorsprongsbenaming

émanant des colonies portent abusivement l'appellation d'origine « Israel » ou « Made in Israel ».

Je me permets toutefois de signaler à l'orateur qu'il existe deux conceptions de l'origine qui sont régulièrement confondues l'une avec l'autre. Dans le cadre de la mention « Made in ... », la douane applique la loi du 29 juillet 1994 tendant à favoriser la transparence du commerce des marchandises originaires d'un pays non membre de l'Union européenne. La notion d'origine utilisée dans cette loi ne vise pas l'origine préférentielle mais l'origine économique telle que prévue dans le Code des douanes communautaire. Cette loi vise uniquement la protection de l'origine européenne. Cela signifie que la douane ne peut sanctionner l'utilisation injustifiable du label « Made in Israel » puisqu'il ne s'agit pas d'une mention pouvant faire croire que les marchandises en question sont originaires d'un État membre de l'Union européenne.

Pour l'application correcte des tarifs préférentiels, l'origine visée dans les accords préférentiels que l'Union européenne a conclus avec des pays tiers comme Israël ou l'OLP, est bel et bien contrôlée de manière intensive par les services douaniers.

À la question de savoir si on peut procéder de manière proactive à une détection dans ce domaine, je peux répondre qu'il n'existe pas de liste d'entreprises établies dans les territoires occupés ni de liste descriptive des marchandises connues comme originaires de ces mêmes territoires. Je peux toutefois assurer que le contrôle de l'appellation d'origine par les services douaniers européens, plus précisément pour les produits émanant des colonies israéliennes, fonctionne correctement.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Je vais relire la réponse, car un de ses aspects me semble surprenant. Si nécessaire, j'interrogerai à nouveau le ministre à ce sujet ultérieurement.*

Demande d'explications de M. Bert Anciaux au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique sur «la concertation avec le ministre-président flamand au sujet des coûts salariaux et énergétiques des entreprises» (n° 5-3444)

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Le ministre-président flamand a récemment visité le siège central de Volvo en Suède. La discussion s'est, de manière fort prévisible, orientée vers une plainte sur le handicap salarial. Il est compréhensible que les chefs d'entreprise, avides de chaque occasion d'améliorer la structure de leurs coûts, utilisent leurs rencontres avec les chefs de gouvernement pour obtenir davantage de facilités des autorités concernées. Pour être clair, je prends de telles demandes au sérieux car il serait catastrophique que Volvo à Gand ait des problèmes.*

Le ministre-président flamand a très fermement indiqué que le ministre fédéral des Finances comprend son problème et qu'une concertation est dès lors prévue à court terme. Le ministre fédéral des Finances et le ministre-président flamand y discuteront dans le détail du handicap salarial. Cette

“Israel” of “Made in Israel” dragen.

Ik veroorloof mij evenwel de spreker duidelijk te maken dat er twee begrippen inzake oorsprong bestaan die geregeld door elkaar worden gehaald. In het kader van de vermelding ‘made in ...’ past de douane de wet van 29 juli 1994 toe tot bevordering van de transparantie in het handelsverkeer van goederen van oorsprong uit een land dat geen lidstaat is van de Europese Unie. Met het begrip “oorsprong” dat in deze wet wordt gehanteerd, wordt niet de preferentiële oorsprong bedoeld, maar de economische oorsprong zoals vermeld in het Communautair Douanewetboek. Deze wet beoogt enkel de bescherming van de Europese oorsprong. Dit betekent dat de douane het onverantwoord gebruik van het label “Made in Israel” niet kan bestraffen, aangezien het geen vermelding is die kan doen geloven dat de goederen in kwestie van oorsprong uit een lidstaat van de Europese Unie zijn.

Voor de correcte toepassing van de preferentiële tarieven wordt de oorsprong bedoeld in de preferentiële overeenkomsten die de Europese Unie heeft gesloten met derde landen, zoals Israël of de PLO, wel intensief gecontroleerd door de douanediens.

Op de vraag of ter zake proactief wordt opgespoord kan ik antwoorden dat er geen lijst van bedrijven bestaat die in de bezette gebieden gevestigd zijn, noch dat er een beschrijvende lijst bestaat van de goederen die bekendstaan als van oorsprong uit diezelfde gebieden. Toch kan ik verzekeren dat de controle door de EU-douanediens op de oorsprongsbenaming, meer bepaald op producten uit de Israëlische nederzettingen, naar behoren werkt.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Ik zal het antwoord nalezen, want een aspect ervan deed me vreemd opkijken. Indien nodig, zal ik de minister hierover later dan ook opnieuw ondervragen.

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken over «het geplande overleg met de Vlaamse minister-president over de loon- en energiekosten voor het bedrijfsleven» (nr. 5-3444)

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Recent bezocht de Vlaamse minister-president de hoofdzetel van Volvo in Zweden. Even voorspelbaar als de komst van de zomer evolueerde het gesprek naar een klaagzang over de loonkosthandicap. Het is begrijpelijk dat bedrijfsleiders, tuk op elke kans om hun kostenstructuur te verbeteren, de ontmoeting met regeringsleiders aanwenden om nog meer faciliteiten van de betrokken overheden te verkrijgen. Voor alle duidelijkheid: ik neem zulke vragen ernstig, want het zou een ramp zijn indien Volvo Gent in de problemen zou komen.

De Vlaamse minister-president stelde heel ferm dat de federale minister van Financiën met hem meevoelt en dat daarom op korte termijn een overleg wordt gepland. Daar zullen de federale minister van Financiën en de Vlaamse minister-president de loonkosthandicap indringend bespreken.

nouvelle semblait réconfortante car une concertation entre gouvernements semble plus que jamais nécessaire. Une telle concertation ne ressemble souvent qu'à un entretien poli mais, dans ce cas, je pense qu'il se passera davantage.

Le ministre confirme-t-il qu'une rencontre formelle aura lieu à court terme avec le ministre-président flamand durant laquelle on abordera très explicitement le handicap salarial ? Cette concertation a-t-elle déjà été concrètement planifiée ? Si oui, quand ? S'agit-il d'une concertation bilatérale, donc seulement avec la Flandre, ou d'autres ministres ou chefs de gouvernement seront-ils eux aussi présents ?

L'agenda prévoit-il davantage de points concrets que la discussion du handicap salarial en général ? En d'autres termes, le ministre fera-t-il et examinera-t-il des propositions concrètes lors de cette concertation ? Ou l'initiative viendra-t-elle du ministre-président flamand ? Quelles sont les mesures concrètes qu'espère le ministre ?

Comment le ministre évalue-t-il cette concertation ? Selon lui, que doit-il se passer en ce qui concerne le handicap salarial belge ? Plus le temps passe, plus je constate que la souplesse de notre législation sur le licenciement contribue à certaines fermetures qui ont eu lieu dans notre pays, surtout lorsqu'il s'agit de grandes entreprises internationales, voire facilite ces fermetures. On dit également que la souplesse de notre législation sur le licenciement fait justement en sorte que, dans les périodes économiquement favorables, davantage de sociétés internationales viennent s'implanter dans notre pays. Le handicap salarial constitue-t-il vraiment un problème ? Volvo attend-il des démarches concrètes du gouvernement ? Le ministre-président en a-t-il déjà discuté avec le ministre des Finances ? Bref, j'aimerais obtenir davantage d'explications au sujet de cette rencontre prévue.

M. Koen Geens, ministre des Finances, chargé de la Fonction publique. – *Je discuterais volontiers avec M. Anciaux de la législation belge relative au licenciement et de l'harmonisation du statut des ouvriers et des employés, mais cela ne relève pas de mes compétences. Je dois donc faire preuve de la prudence nécessaire.*

Au cours de la semaine dernière, une concertation intensive a eu lieu entre le gouvernement fédéral et les communautés et régions au sujet du programme national de réforme que la Belgique a déposé à la fin du mois d'avril auprès de la Commission européenne dans le cadre du semestre européen. Ce programme accorde beaucoup d'attention aux mesures fédérales et régionales relatives à l'évolution des salaires.

Le gouvernement fédéral a, en concertation avec les partenaires sociaux, décidé de supprimer en six ans le handicap salarial dont la Belgique a souffert depuis 1996 face à ses pays voisins. Il a dès lors été décidé de fixer à zéro la norme salariale réelle pour 2013-2014. La législation sur la norme salariale, la loi de 1996, sera modifiée afin de maîtriser les coûts. Il en ira de même du calcul du handicap, qui tiendra mieux compte de toutes sortes de subventions salariales. Des mesures sont en outre prises pour mieux faire correspondre l'indexation au comportement réel des consommateurs. Enfin, des mesures complémentaires ont été prises, au sein d'un budget de 628 millions d'euros, soit 0,35% de la masse salariale, afin de réduire le coût du travail.

Die boodschap klinkt hartverwarmend, want overleg tussen regeringen blijkt in woorden en gedachten meer dan ooit noodzakelijk. Vaak blijkt zulk overleg niet meer dan een vriendelijk beleefdheidsgesprek, maar in dit geval durf ik ervan uit te gaan dat er iets meer gebeurt.

Bevestigt de minister dat er op korte termijn een formeel overleg met de Vlaamse minister-president zal plaatsvinden, waar heel expliciet de loonkosthandicap op tafel ligt? Is dat overleg al concreet gepland? Zo ja, wanneer? Betreft het een bilateraal overleg, dus alleen met Vlaanderen, of zullen ook andere ministers of regeringsleiders aanwezig zijn?

Biedt de agenda meer concrete punten dan de bespreking van de loonkosthandicap in het algemeen? Zal de minister met andere woorden bij dit overleg concrete voorstellen doen en toetsen? Of zal de input van de Vlaamse minister-president komen? Welke concrete verwachtingen naar tastbare maatregelen koestert de minister daaromtrent?

Hoe schat de minister dat overleg in? Wat denkt de minister dat er moet gebeuren met betrekking tot de Belgische loonkosthandicap? Ik heb hoe langer hoe meer aanwijzingen dat ons soepele ontslagrecht, zeker bij sluitingen van grote internationale bedrijven, minstens evenzeer, zo niet nog veel meer aan de basis ligt van sommige sluitingen die in ons land zijn doorgevoerd. Ook wordt gezegd dat het soepele ontslagrecht er net voor zorgt dat in economisch gunstige periodes meer internationale bedrijven naar ons land komen. Vormt de loonkosthandicap echt een probleem? Verwacht Volvo concrete stappen van de regering? Heeft de minister-president daarover al gesproken met de minister van Financiën? Kortom, ik had graag meer uitleg over die geplande ontmoeting.

De heer Koen Geens, minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken. – Ik zou graag met senator Anciaux van gedachten wisselen over het ontslagrecht in België en over de gelijkschakeling van het statuut van arbeiders en bedienden, maar dat behoort niet tot mijn bevoegdheid. Ik moet dus de nodige voorzichtigheid aan de dag leggen.

De voorbije week werd intensief overleg gepleegd tussen de federale regering en de gemeenschappen en de gewesten omtrent het nationaal hervormingsprogramma, dat België in het kader van het Europees semester eind april bij de Europese Commissie heeft ingediend. In dat programma wordt uitgebreid aandacht besteed aan de federale en de gewestelijke maatregelen inzake loonontwikkeling.

De federale regering heeft in overleg met de sociale partners beslist om de loonkosthandicap die België in vergelijking met de buurlanden sinds 1996 heeft opgelopen, in een periode van zes jaar weg te werken. Daarom werd besloten om voor 2013-2014 de reële loonnorm op nul te bepalen. De wetgeving over de loonnorm, de wet van 1996, zal worden aangepast om de kosten onder controle te houden, evenals de berekening van de handicap, waarbij onder meer beter rekening zal worden gehouden met allerlei vormen van loonsubsidie. Daarnaast worden maatregelen genomen om de indexering beter te laten aansluiten bij het effectieve consumentengedrag. Tot slot werden bijkomende maatregelen genomen om de arbeidskosten te verminderen, binnen een budget van 628 miljoen euro, hetzij 0,35% van de loonmassa.

Tout comme le ministre-président, avec lequel mes contacts sont bien entendu plus que formels, j'estime indiqué que les initiatives fédérales soient renforcées par des initiatives régionales concernant la politique du marché du travail. M. Anciaux comprendra toutefois que nous devons, à ce sujet, faire preuve de la prudence et de la discrétion nécessaires.

**Demande d'explications de
M. André du Bus de Warnaffe au ministre
des Finances, chargé de la Fonction
publique sur «la désignation de
fonctionnaires pour assurer des
plaidoiries» (n° 5-3363)**

M. André du Bus de Warnaffe (cdH). – Le 19 février dernier, j'avais déjà interrogé votre prédécesseur sur le fait que, depuis 2001, le SPF Finances confie à ses fonctionnaires le soin de défendre les intérêts de l'État belge alors que cette mission était plutôt confiée auparavant à des avocats externes.

Je souhaiterais obtenir plus de précisions à ce sujet.

Les fonctionnaires du SPF Finances rédigent-ils seuls et en toute indépendance les conclusions de l'État belge apportant ainsi, le cas échéant, de nouveaux éléments par rapport à la position adoptée par l'administration fiscale au stade du contentieux administratif ou se contentent-ils de reproduire, sous forme de conclusions, les positions précédemment défendues par l'administration fiscale ?

Dans la deuxième hypothèse, ne serait-il pas souhaitable de proposer à des avocats fiscalistes – qui, de par leur formation, maîtrisent également la procédure civile – d'assurer, moyennant une juste rémunération, la défense des intérêts de l'État belge avec un « nouveau regard » sur certains dossiers plus complexes portés devant les cours et tribunaux ? Le fisc deviendrait ainsi un client privilégié de leur cabinet et leur avis apporterait une réelle plus-value au travail accompli par les fonctionnaires de l'administration fiscale.

En complément à votre réponse orale, pourriez-vous me communiquer par écrit des données chiffrées concernant l'évolution, depuis 2001, du nombre d'affaires traitées par les fonctionnaires du SPF Finances et de celles qui ont été confiées à des avocats externes ?

M. Koen Geens, ministre des Finances, chargé de la Fonction publique. – Les fonctionnaires taxateurs doivent défendre leurs taxations sur la base des directives prises par l'administration. S'ils sont confrontés à des questions d'interprétation de la loi fiscale, ils peuvent toujours solliciter l'aide des experts de la cellule judiciaire des directions régionales classiques ou de la section V dans les centres de contrôle, ainsi que l'avis des experts de l'administration centrale.

Comme mon prédécesseur vous l'a déjà signalé, l'État peut toujours être représenté, dans des cas complexes, par un avocat du département.

Ik acht het, net zoals en samen met de minister-president, waarmee mijn contacten uiteraard meer dan formeel zijn, aangewezen dat de federale initiatieven worden versterkt met gewestelijke initiatieven inzake het arbeidsmarktenbeleid. Senator Anciaux zal echter wel begrijpen dat we op dat punt niet met de fanfare voorop het bos inlopen.

**Vraag om uitleg van
de heer André du Bus de Warnaffe aan de
minister van Financiën, belast met
Ambtenarenzaken over «het aanstellen van
ambtenaren voor het voeren van
pleidooien» (nr. 5-3363)**

De heer André du Bus de Warnaffe (cdH). – Op 19 februari jongstleden heb ik de voorganger van de minister ondervraagd over het feit dat de FOD Financiën sinds 2001 zijn ambtenaren de belangen van de Belgische Staat laat verdedigen, terwijl die opdracht voorheen veeleer aan externe advocaten werd toevertrouwd.

Ik zou daar graag meer uitleg over krijgen.

Stellen de ambtenaren van de FOD Financiën alleen en volledig onafhankelijk de conclusies van de Belgische Staat op en brengen ze zo nodig nieuwe elementen aan met betrekking tot het standpunt ingenomen door de fiscale administratie in het stadium van het administratief geschil? Of hernemen ze enkel, onder de vorm van conclusies, de standpunten die voorheen werden verdedigd door de fiscale administratie?

Indien dat laatste het geval is, is het dan niet wenselijk aan advocaten-fiscalisten – die door hun opleiding ook de burgerlijke procesvoering beheersen – voor te stellen om tegen een rechtvaardige vergoeding de verdediging van de belangen van de Belgische staat te verzekeren met een “nieuwe blik” op sommige complexere dossiers die voor de hoven en rechtbanken worden gebracht? De fiscale administratie zou op die manier een geprivilegieerde klant van hun kantoor worden en hun advies zou een reële meerwaarde aan het werk van de ambtenaren van de fiscale administratie toevoegen.

Kan de minister me, naast het mondelinge antwoord, de cijfers over de evolutie sinds 2001 van het aantal zaken dat werd behandeld door ambtenaren van de FOD Financiën en het aantal zaken dat aan externe advocaten werd toevertrouwd eveneens schriftelijk bezorgen?

De heer Koen Geens, minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken. – De ambtenaren die de belasting vaststellen, moeten hun heffingen verdedigen op basis van richtlijnen die door de administratie worden gegeven. Als ze geconfronteerd worden met interpretatieproblemen van de fiscale wet, kunnen ze steeds de hulp van de experts van de juridische cel van de klassieke gewestelijke directies of van de afdeling V in de controlecentra inroepen, evenals het advies van de experts van de centrale administratie.

Zoals mijn voorganger al heeft geantwoord, kan de Staat, in complexe gevallen, altijd worden vertegenwoordigd door een advocaat van het departement.

Je tiens à votre disposition les renseignements demandés, à savoir les données statistiques sur le nombre d'affaires introduites devant les tribunaux et le nombre de cas où l'État a été représenté par un avocat du département.

L'administration tient des statistiques à cet égard depuis l'année 2006, pour les litiges en matière d'impôts sur le revenu. À partir du 31 décembre 2007, ces statistiques sont tenues par année civile et non par année judiciaire, ce qui explique que le nombre d'affaires introduites en 2007 est plus important que pour les autres années.

M. André du Bus de Warnaffe (cdH). – Je vous remercie pour votre réponse, monsieur le ministre. Je prendrai connaissance avec beaucoup d'intérêt des éléments repris dans la partie écrite.

Il a aussi été question de la formation donnée aux fonctionnaires. S'agit-il d'une formation permanente, d'une formation continue, d'une formation qui concerne l'évolution du droit judiciaire ? Cette formation inclut-elle des exercices de plaidoirie, des exercices concernant la rédaction de conclusions et la structuration de ces conclusions ? Avez-vous une idée des heures qui sont consacrées chaque année à ce type de formation ?

Si vous ne disposez pas des éléments de réponse sur ces aspects liés à la formation, j'y reviendrai sous forme de question écrite.

(La séance est levée à 11 h 20.)

Requalification en question écrite avec remise de la réponse

- Demande d'explications de M. Bert Anciaux au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable sur « l'impossibilité de calculer correctement le salaire des travailleurs disposant d'une voiture de société » (n° 5-3247) (QE 5-8919)
- Demande d'explications de M. Bert Anciaux au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique sur « la capacité d'intervention des autorités fédérales à l'égard de la banque Belfius » (n° 5-3255) (QE 5-8921)
- Demande d'explications de M. Bert Anciaux au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique sur « les déclarations publiques et les condamnations de la part d'un directeur de l'Inspection spéciale des impôts » (n° 5-3263) (QE 5-8922)
- Demande d'explications de M. Bert Anciaux au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique sur « la vente des produits de la Loterie nationale aux mineurs d'âge » (n° 5-3327) (QE 5-8923)
- Demande d'explications de M. Bert Anciaux au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique sur « la limite de mise journalière des paris en ligne de la Loterie nationale » (n° 5-3328) (QE 5-8924)
- Demande d'explications de M. Bert Anciaux au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique sur « les paris en ligne de la Loterie nationale » (n° 5-3329) (QE 5-8925)

Ik blijf ter beschikking voor de gevraagde inlichtingen, namelijk de statistieken over het aantal zaken dat voor de rechtbanken werd gebracht en het aantal gevallen waarin de Staat werd vertegenwoordigd door een advocaat van het departement. De administratie houdt sinds 2006 statistieken dienaangaande bij voor de geschillen inzake inkomstenbelastingen. Vanaf 31 december 2007 worden die statistieken per burgerlijk jaar en niet per gerechtelijk jaar opgesteld, waardoor het aantal zaken dat in 2007 voor de rechtbank werd gebracht veel hoger ligt dan voor de andere jaren.

De heer André du Bus de Warnaffe (cdH). – Ik dank de minister voor zijn antwoord. Ik zal met grote belangstelling kennismaken van de gegevens uit het schriftelijk antwoord.

Er was ook sprake van de opleiding die aan de ambtenaren wordt gegeven. Betreft het een permanente opleiding, een opleiding over de evolutie van het gerechtelijk recht? Omvat die opleiding oefeningen in pleiten, oefeningen in het opstellen van conclusies en de structuur van die conclusies? Heeft de minister een idee van het aantal uren dat elk jaar aan dat soort opleiding wordt besteed?

Als de minister niet over die gegevens beschikt, zal ik er een schriftelijke vraag over stellen.

(De vergadering wordt gesloten om 11.20 uur.)

Herkwalificatie als schriftelijke vraag met overhandiging van het antwoord

- Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling over “de onmogelijkheid om de lonen van werknemers met een bedrijfswagen correct te berekenen” (nr. 5-3247) (SV 5-8919)
- Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken over “het sturend vermogen van de federale overheid met betrekking tot de bank Belfius” (nr. 5-3255) (SV 5-8921)
- Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken over “de publieke uitlatingen van en veroordelingen door een directeur van de Bijzondere Belastinginspectie” (nr. 5-3263) (SV 5-8922)
- Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken over “de verkoop van producten van de Nationale Loterij aan minderjarigen” (nr. 5-3327) (SV 5-8923)
- Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken over “de dagelijkse goklimiet bij online weddenschappen van de Nationale Loterij” (nr. 5-3328) (SV 5-8924)
- Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken over “de online weddenschappen van de Nationale Loterij” (nr. 5-3329) (SV 5-8925)